

Le Service Civil pour la Paix dans la Région des Grands Lacs

Défis et Avancées

zfd



Construire la Paix

Construire la Paix

EED (Evangelischer Entwicklungsdienst – Service des
Eglises Evangéliques en Allemagne pour le Développement)

AGEH Association pour l'Assistance au Développement

DED (Deutscher Entwicklungsdienst / Service Allemand
de Développement)

EIRENE International

WFD Service International pour la Paix

Financé par le BMZ (Bundesministerium für

Wirtschaftliche Zusammenarbeit – Ministère Allemand
pour la Coopération Economique)

Le Service Civil pour la Paix dans la Région des Grands Lacs

Défis et Avancées



EED (Evangelischer Entwicklungsdienst – Service des
Eglises Evangéliques en Allemagne pour le Développement)

Financé par le BMZ (Bundesministerium für
Wirtschaftliche Zusammenarbeit – Ministère Allemand
pour la Coopération Economique)



Tous droits réservés pour tous pays

1^{ère} édition, Décembre 2010
Copyright © 2010 by SCP-Grands Lacs / EED,
Kinshasa, Bafoussam, Berlin

Edité par Christiane Kayser
Copyright photos: Lydia Bayer, Pierre Fichter (CRAFOD),
Katharina Grosswendt, Nina Harder, Lyn Lusi, Mme Muliri (HEAL Africa),
Jerôme Njabou, Karin Roth, Frank Wiegand
Production et conception: Eberhard Delius, Berlin
Mise en page: Reihs Satzstudio, Lohmar
Impression: Format Druck, Berlin
Printed in Germany

contact:
Flaubert Djabateng: fdjabateng9@gmail.com
www.peaceworkafrica.org

Sommaire

Introduction	7
<i>Christiane Kayser, Christian Kuyjstermans, Wim de Louw, Marie José Mavinga, Jérôme Njabou, Gerd Scheuerpflug, Andreas Wagner</i>	

R. D. Congo

Le CRAFTOD : apprentissage d'une ONG congolaise à l'approche conflit et promotion de la paix	9
<i>Willy Bongolo, Pierre Fichter et Angèle Mazimi</i>	
Encadré : Le Service Civil pour la Paix, l'approche d'accompagnement de EED (<i>Flaubert Djabateng</i>)	15
Rencontre avec les groupes armés actifs dans le territoire de Fizi	21
<i>François Mionda Lucelu</i>	
Maman Muliri et le violeur de Lubutu	23
<i>Lyn Lusi, Desirée Zwanck-Lwambo et Christiane Kayser</i>	
Le dynamisme des femmes congolaises	30
<i>Edouard Madirisha</i>	

Burundi

Le Mi-Parec et les cornes des vaches 37
Frank Wiegand, Théogène Habyarimana et Jérôme Njabou

Chiro et la caravane de la paix 46
Katharina Werlen

Le projet « Appui à la réintégration et réhabilitation
par l'assistance psychosociale » 49
Roland Rugero

La CDJP de Muyinga au service de la paix 55
Edouard Madirisha

Rwanda

Umuseke: « Aurore d'un autre jour » 63
Filip Weidenbach et l'Association Umuseke, Kigali

VJN : Les Jeunes contribuent à la Paix transfrontalière 68
Nina Harder et Dsubimana Emmanuel

Annexes

*Contacts des partenaires SCP
dans la Région des Grands Lacs* 73

*Le Service Civil pour la Paix en RD Congo –
Papier stratégique agréé par le Ministère
de la Coopération Economique Allemand (BMZ)* 77

Introduction

Le Service Civil pour la Paix (SCP – en Allemand : Ziviler Friedensdienst/ZFD) a été mis en place en 1999 par le gouvernement allemand à la demande entre autres de la société civile allemande. C'est un outil de mise à disposition de ressources humaines aux partenaires dans des pays en conflit, en post-conflit ou en situation déstabilisée pour renforcer leurs capacités de contribuer à une paix durable. Les opérateurs allemands du SCP travaillent avec leurs partenaires locaux dans les pays et régions concernés.

Dans la Région des Grands Lacs (RD Congo, Rwanda et Burundi) le programme existe depuis 2001 et les opérateurs allemands suivants y travaillent :

- AGEH, Association pour l'Assistance au Développement
- DED, Service Allemand de Développement
- EED, Service des Eglises Evangéliques en Allemagne pour le Développement
- EIRENE International
- WfD, Service International pour la Paix

Les opérateurs et leurs partenaires dans les trois pays travaillent avec un large éventail d'approches pour aboutir à un objectif commun : la stabilisation et la paix dans la sous-région.

Il s'agit d'un travail de paix :

- civil et non militaire
- avec des organisations et populations à la base
- qui facilite le dialogue entre les acteurs-clé (populations, représentants de l'Etat, décideurs, Eglises, secteur privé, civils, groupes armés, militaires, police, etc.)

- qui renforce les capacités des acteurs locaux, nationaux et sous-régionaux
- qui accompagne le plaidoyer à tous les niveaux
- qui promeut les échanges et les synergies sous-régionaux, interafricains et au-delà.

Ces dernières années les opérateurs et partenaires du SCP dans la Région des Grands Lacs ont commencé ensemble à renforcer leurs échanges et à valoriser leurs synergies en tant que contribution importante à la stabilisation dans une région qui a beaucoup souffert de divisions et de fragmentations.

Par les articles de cette publication vous pourrez découvrir la variété et la richesse des différentes touches qui composent une image d'ensemble intéressante et vibrante.

Les articles ne sont qu'un petit aperçu des activités et effets divers de ce travail. Pour une vision plus complète nous vous renvoyons à la liste des organisations partenaires à la page 73. Nous nous réjouissons si cette publication peut contribuer à la prise de contact avec tous ces acteurs de paix sur le terrain.

Vos réactions sont les bienvenues.

Christiane Kayser (SCP/EED)

Christian Kuijstermans (SCP/AGEH)

Wim de Louw (SCP/EIRENE)

Marie José Mavinga (SCP/EED)

Jérôme Njabou (SCP/WFD)

Gerd Scheuerpflug (SCP/DED)

Andreas Wagner (SCP/DED)

Le CRAFOD : apprentissage d'une ONG congolaise à l'approche conflit et promotion de la paix

Willy Bongolo, Pierre Fichter
et Angèle Mazimi

Depuis 4 ans le CRAFOD (Centre Régional d'Appui pour la Formation et le Développement) participe à la vie du réseau SCP/EED Grands Lacs. Aux côtés des 6 autres organisations membres du réseau et des animateurs du noyau d'accompagnement, le CRAFOD, ONG confessionnelle du Bas-Congo principalement tournée vers des activités de développement agricole, de protection de l'environnement, de santé communautaire et de formation technique professionnelle, s'est enrichi considérablement et a pu développer une stratégie d'intervention intégrant davantage des activités de promotion de la bonne gouvernance et de la paix.

Des idées et expériences échangées lors des ateliers avec les autres ONG congolaises du réseau, puis de l'accompagnement stratégique par les animateurs du noyau, le CRAFOD a pu créer fin 2008 un volet d'intervention consacré à la gouvernance locale et à la promotion de la paix.

Ses activités sont multiples, de l'éducation à la paix avec les jeunes au renforcement des populations dans leur plaidoyer en passant par l'étude des conflits et la recherche-action sur les pratiques traditionnelles de bonne gouvernance. Ce volet a pour principal objectif la redynamisation de la société civile locale et la mise en place de réseaux d'échange

devant offrir aux populations des espaces de réflexion et de contre-pouvoir dans le cadre d'une approche constructive et pacifique.

Ces activités commencent aujourd'hui à être mis en œuvre avec le concours d'un professionnel d'appui SCP/EED arrivé au CRAFOD durant l'année 2009.

Le travail du CRAFOD avec les populations dans la promotion d'une bonne gouvernance locale et d'une paix durable se base essentiellement sur des outils d'analyse de contexte et de suivi des conflits. Ici est sans doute un des enseignements majeurs acquis dans le cadre du réseau SCP/Grands Lacs.

En systématisant dans un premier temps cet exercice dans son dispositif de suivi et de monitoring et dans la préparation des activités de terrain par les membres de l'équipe, ces outils d'analyse sont maintenant petit à petit intégrés par les organisations partenaires du CRAFOD.



Analyse de contexte avec le groupe des adolescents. Journée « La Parole aux Jeunes »

La jeunesse de Kimpese réfléchit à ses problèmes...

Ainsi les jeunes de Kimpese dans le cadre de la journée « La parole aux jeunes » organisée par le CRAFOD en mars dernier, ont pu développer leur propre analyse du contexte dans leur cité en découvrant des outils d'identification et d'analyse comme le brainstorming ou la cartographie des conflits.

Ce travail a permis aux jeunes de mieux s'exprimer sur les causes profondes de leurs malaises, à savoir tensions intercommunautaires entre Angolais et Congolais, conflits claniques ou générationnels et de resituer leur espace de vie par rapport à l'ensemble du pays et de la sous-région, guerre et paix ne devant pas être seulement l'affaire des provinces de l'Est.

De là un plan d'action a pu être élaboré avec l'équipe du CRAFOD pour définir comment chacun (associations de jeunes, groupes de colégiens, artistes, sportifs et organisations professionnelles...) va contribuer au mieux être de la jeunesse dans son environnement en véhiculant un message de paix. Des activités concrètes sont aujourd'hui en cours de réalisation avec ces jeunes, allant de l'assainissement des rues par l'association de jeunes *Kimpese Propre* à la sensibilisation aux problèmes de VIH et de grossesses précoces par un groupe d'élève du Centre d'Ecoute et de Formation Professionnelle du CRAFOD.

A Matadi, les quartiers montent leur propre plaidoyer...

A Matadi, chef-lieu de la province du Bas-Congo, la création de 7 Noyaux d'Action Populaire (NAPO) évoluant au sein des quartiers pauvres des communes de Nzanza et Mvuzi a permis d'étendre l'utilisation d'outils d'analyse contextuelle aux niveaux des populations. Les NAPO sont en fait des groupes d'animation devant recueillir les problèmes et les attentes des populations et faire le lien avec les autorités locales, ils doivent devenir à terme un outil de plaidoyer au quotidien.

pour ces quartiers souvent oubliés par les politiques de développement et les services de l'Etat.

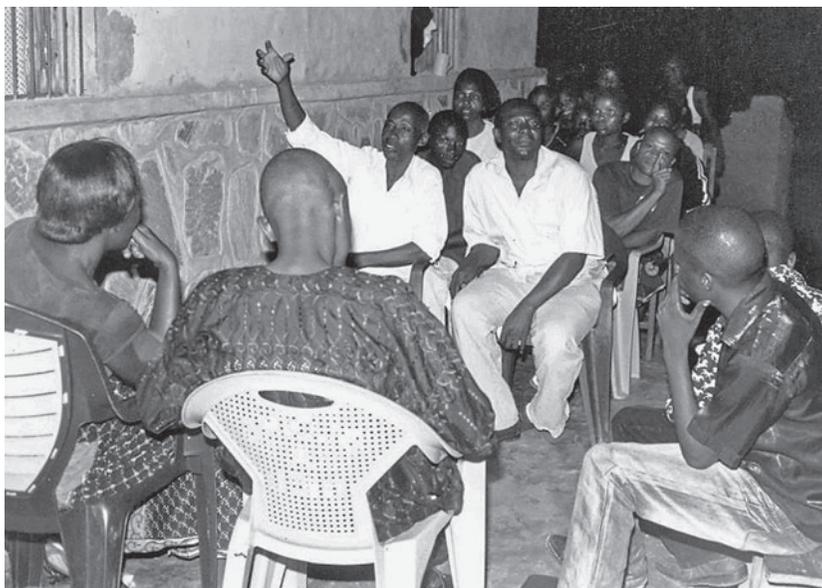
Les animateurs des noyaux issus de ces quartiers ont d'abord été formés par le CRAFOD sur les thèmes de la citoyenneté et de la bonne gouvernance ainsi que sur les techniques de plaidoyer et d'analyse des conflits. Ils commencent maintenant à organiser des réunions de proximité dans lesquelles ils accompagnent les citoyens de base dans l'identification de leurs problèmes (infrastructures, chômage des jeunes, conflits intercommunautaires...) et réfléchissent ensemble à trouver des solutions.

Premier résultat, un état des lieux suivi d'un plan d'action par quartier ont été réalisés et présentés au maire de la ville au mois d'août 2010. De là, Jean-Marc Nzeyidio le maire de Matadi et les animateurs des NAPO ont décidé de pérenniser la démarche en instituant un espace de concertation périodique entre la municipalité et les noyaux d'action afin de prendre en compte au jour le jour les difficultés des populations (insalubrité, insécurité ou atteinte aux Droits Humains). Le document d'état des lieux est devenu un outil de base pour la mairie et ses partenaires au développement, et les NAPO sont désormais invités régulièrement aux réunions techniques entre la municipalité et les services de l'Etat.

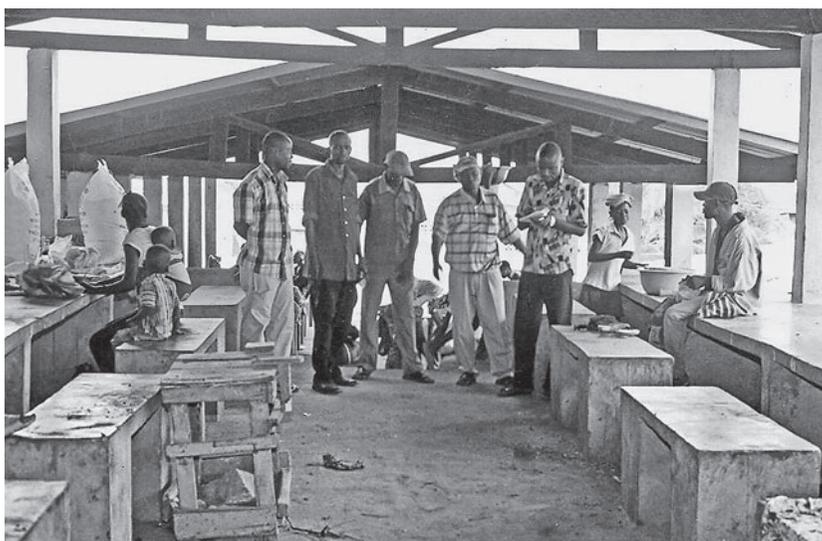
Les prochains défis qui attendent maintenant les NAPO sont d'étendre l'approche à l'ensemble des quartiers et d'accompagner les habitants de Matadi dans la préparation des élections de 2011.

Système de veille et réseautage : les nouveaux chantiers du CRAFOD

Ces analyses produites par les partenaires du CRAFOD et les populations elles-mêmes que ce soient les jeunes à Kimpese ou les habitants des quartiers populaires de Matadi permettent d'une part à ces groupes de consolider leurs projets et les actions qu'ils souhaitent mener, mais



Enquête d'un NAPO pour la réfection du marché de Ngadi



Des habitants du quartier Nzanza dans une réunion de proximité

également d'échanger entre eux dans les cadres privilégiés que sont les réunions ou les ateliers. Cet exercice apporte plus d'objectivité et de recul sur les situations difficiles et parfois tendues que ces personnes vivent au quotidien.

Ces points de vue et réflexions émanant des populations viennent bien sûr enrichir l'analyse que le CRAFOD tente de produire au niveau de la province du Bas-Congo. Ce travail est depuis peu consolidé par un système de veille du contexte sociopolitique local mis en place au niveau des 5 antennes décentralisées que le CRAFOD compte sur l'ensemble de la province. Les animateurs d'antenne sont désormais chargés de rédiger mensuellement des notes de contexte relatant les faits marquants dans leurs zones d'intervention, ceci dans un souci d'anticipation des conflits.

Dans le même sens, un réseau transfrontalier est en train de voir le jour réunissant des acteurs de la société civile de l'Angola, de République du Congo et de RDC évoluant sur l'espace culturel Kongo. Ce cadre d'échange initié par le CRAFOD à la suite des expulsions massives entre l'Angola et la République Démocratique du Congo en 2009, se donne entre autres pour objectif de promouvoir une culture de paix entre les peuples à travers le développement des échanges transfrontaliers.

Le premier atelier pour le lancement du réseau Mbongi Ya Nsobolo a pu être organisé en février 2010 grâce à l'appui du Service Civil pour la Paix. Ce soutien a permis au CRAFOD d'inviter des animateurs du Pole Institut de Goma, autre structure découverte à l'occasion des différents voyages à l'Est du Congo que les membres de l'équipe ont réalisé dans le cadre des échanges du réseau SCP Grands Lacs.

Le Service Civil pour la Paix, l'approche d'accompagnement de EED

Flaubert Djateng*

Le noyau de coordination et d'accompagnement

Après plusieurs années de mise à disposition de personnel dans les organisations partenaires, EED a pris conscience de la nécessité d'un accompagnement durable des processus. Les spécificités du noyau d'accompagnement mis en place depuis 2007 pour le travail SCP en RD Congo, et responsable également pour la Sierra Leone, le Liberia et le Cameroun sont les suivantes :

- Une équipe interculturelle et métissée composé d'Africains et d'Européens, de femmes et d'hommes ;
- une équipe mobile de deux personnes travaillant avec un responsable national par pays ;
- des responsables nationaux membres actifs et reconnus de la société civile du pays ;
- une riche expérience du travail interculturel ;
- un mélange de compétences et d'expériences professionnelles.

*Membre de l'équipe mobile du noyau de coordination SCP/EED.

Le noyau de coordination et d'accompagnement

Au vu des enjeux et des défis du programme SCP – Grands Lacs, EED a mis sur pied un noyau de coordination et d'accompagnement. La mission principale est de :

- Faciliter une meilleure collaboration entre le professionnel d'appui et son organisation d'accueil, par une bonne préparation, des formations appropriées, du coaching, un suivi organisationnel, des informations utiles, des ateliers d'analyses et de réflexion
- Contribuer au développement du concept du programme SCP
- Faciliter le réseautage entre les organisations ayant des professionnels d'appui
- Contribuer au réseautage avec les autres acteurs allemands du SCP dans la région des Grands Lacs
- Contribuer aux contacts avec les autorités allemandes et congolaises
- Tirer les leçons. Capitaliser les expériences et produire du matériel pédagogique.

Au cours d'un atelier SCP/EED, les organisations locales et les professionnels d'appui ont exprimé leurs attentes vis-à-vis du noyau d'accompagnement :

- Accompagner le développement du SCP
- Aider les organisations et les professionnels d'appui en cas des difficultés dans leur travail
- Soutenir les actions faites par les organisations
- Faciliter le renforcement des capacités des organisations partenaires
- Veiller à l'auto-évaluation du processus

- Aider à analyser les nouvelles problématiques du programme et du contexte
- Avoir une oreille et un œil sur la dynamique de contexte des Grands Lacs
- Echanger les méthodes, instruments et expériences (questions, faiblesses, etc.) autour du travail avec les conflits/ concernant la paix
- Accompagner la communication interculturelle
- Aider à la mise en place d'un système de communication intra-acteurs
- Contribuer à la conception des outils de formation SCP
- Capitaliser la démarche et la publier
- Produire des outils méthodologiques
- Superviser les professionnels et les responsables de l'organisation
- Contribuer à la conception d'un « plan de sécurité » pour chaque professionnel
- Veiller sur et rappeler les conditions de succès
- Aider à clarifier les malentendus
- Participer au travail de playdoier du réseau en cas de besoin.

Le noyau de coordination et d'accompagnement assure un suivi des organisations partenaires ayant reçu un professionnel d'appui et organise le renforcement des capacités individuels et organisationnelles du réseau SCP. Les différentes organisations impliquées dans le programme SCP sont en réseau et l'animation du réseau est effectué par le noyau. Chaque année au moins un atelier réunit les membres du réseau, c'est un moment d'échanges sur l'évolution du contexte, c'est aussi un moment d'apprentissage sur la construction de la paix (le plaidoyer, le travail interculturel, la

notion d'impact, le Do No Harm, etc.) et enfin un espace de réflexion sur les stratégies de construction de la paix. La spécificité de ces ateliers est qu'ils regroupent les responsables des organisations ayant reçu un professionnel d'appui, les professionnels et les collègues qui travaillent dans le domaine de la promotion de la paix.

Dans un des ateliers en RDC regroupant les membres du réseau SCP, les participants ont donné leur point de vue sur le travail pour la paix.

Les principes énoncés :

- La paix, on doit la déclencher et surtout la vivre
- L'école est une ouverture à la citoyenneté, elle permet le brassage des cultures
- La justice est basée sur le respect des droits et l'égalité de tous devant la loi
- Rechercher ma paix ne suffit pas, il faut également veiller à celle de mon voisin, de mon ami, de mon concurrent
- Il y a des intérêts forts pour qu'il y ait la guerre (profiteurs de guerre)

Les questionnements soulevés :

- Peut-on comprendre et faire avancer le concept de paix si nous n'explorons pas le concept de justice ?
- Comment toucher le politique ? Celui-ci fonctionne sur le principe machiavélique (le pouvoir s'arrache et se conserve)
- Comment rendre le message de paix plus attractif et mobilisateur (alors que le message de violence mobilise !)
- Comment combattre la peur qui anéantit et manipule la population ?
- Nos cultures : sources de conflits, pas porteuses de paix ? un tra-

vail doit se faire pour les faire évoluer et renforcer les aspects porteurs de paix

- Qui parle pour le peuple (qui lui ne parle pas ?) comment le faire parler ?
- Promouvoir la pensée critique
- Ne plus se laisser diviser en clarifiant les intérêts communs
- Nos paroles, nos attitudes, nos comportements renforcent les conflits ou les transforment

Les acquis du réseau SCP/EED

Le contexte congolais et sous régional continue de mettre les acteurs de paix devant des défis énormes : la sécurité des populations est loin d'être assurée dans un certain nombre de provinces, les services de l'Etat ne fonctionnent pas encore de façon tangible, les infrastructures ne permettent pas encore une liaison facile entre les différentes parties du pays, la situation économique des populations ne s'est pas sensiblement améliorée depuis 2005, alors que les sols et sous-sols congolais regorgent de richesses et enfin la fragmentation entre les différentes régions et communautés du pays reste grande.

Au vu de tous ces défis le réseau SCP/EED peut se féliciter d'avoir pu réaliser cinq rencontres riches d'échanges et de leçons dans différentes parties du pays, d'avoir créé des liens bilatéraux et multilatéraux entre les membres du réseau, d'avoir ouvert le réseau en invitant des partenaires et professionnels de AGEH et Eirene aux rencontres.

Sur la base d'une vision de paix élaborée ensemble, les partenaires SCP ont saisi et créé des opportunités multiples de mieux se connaître et de mieux se renforcer mutuellement.

La reconnaissance du fait que le travail de paix est un effort de longue haleine, peut se faire de façons multiples et constitue une véritable mosaïque, a donné de l'espoir et de l'énergie aux uns et aux autres.

Le travail d'accompagnement du réseau en RDC mais aussi des réseaux dans d'autres pays est reconnu comme utile et essentiel par les premiers concernés sur le terrain, mais également par les bailleurs et autres partenaires.

Notre série de brochures « Construire la Paix » et notre site web www.peaceworkafrica.org permettent de capitaliser les avancées et de les rendre accessibles à d'autres acteurs. Le fait que nous ayons reçu un certain nombre de demandes d'adhésion de la part d'acteurs de la société civile non liés au travail SCP est un signe clair de l'utilité de notre travail. Les rapports de nos rencontres et les brochures (Démystifier l'Impact, Coopération Interculturelle, Notre Contribution à la Paix, le Plaidoyer pour le changement) ont facilité la communication non seulement entre nous mais aussi avec des travailleurs de paix hors du réseau. Ils ont valorisé notre travail auprès de nos partenaires internationaux (EED, BMZ) africains (acteurs SCP en Sierra Leone et Liberia, acteurs des sociétés civiles au Cameroun, au Sénégal, etc.) et congolais. Ces traces de nos réflexions et activités nous servent de mémoire mais ont également attiré l'attention d'autres acteurs sur notre travail.

Au niveau interafricain les premiers pas se font pour un échange entre acteurs SCP de différentes régions (Sierra Leone, Liberia, RD Congo, Burundi, Rwanda, Cameroun).

Nous nous efforçons régulièrement d'approfondir ensemble le concept de paix et les répercussions sur le travail quotidien.

Le CCAP, Comité de Coordination des Actions de la Paix, est une plateforme des ONG d'origine Babembe et Banyamulenge. Créé en août 2002 le CCAP œuvre pour une meilleure compréhension et la paix entre les deux communautés. Il existe un partenariat entre le CCAP et SCP/Eirene depuis début 2008. Une activité typique du CCAP est décrite ci-dessous.

Rencontre avec les groupes armés actifs dans le territoire de Fizi

François Mionda Lucelu

Cette rencontre faisait suite à la rencontre qui a eu lieu au mois de novembre 2008 entre les groupes armés et les délégués du CCAP au cours de laquelle leurs chefs militaires ont recommandé au CCAP de faciliter une rencontre entre le groupe politique PARC de Mai-Mai YAKU-TUMBA (Babembe) et le groupe FRF de BISOGO (Banyamulenge).

Etant donné que le contexte qui prévalait au moment de l'exécution de l'activité était que les deux groupes avaient pris l'engagement de rejoindre le brassage dans un bref délai, suite aux promesses faites lors de la conférence de Goma. Le CCAP a initié cette rencontre afin de vérifier et de faire le suivi de la dite conférence.

L'orientation de cette activité était d'identifier le nouveau groupe armé présumé auteur des récents affrontements d'avril 2009 à Minembwe, plaider pour le retour des déplacés et leur intégration sociale auprès des communautés d'accueil.

Le CCAP s'est enrichi de la situation socio-sécuritaire des hauts plateaux après les affrontements d'avril 2009, il a échangé avec les déplacés des villages de Mukela, Kichula et Lusuku ainsi les leaders et chefs locaux et les commandements de la 112^{ème} et 12^{ème} brigade de Minembwe.

La mission a pu découvrir un nouveau groupe (naissant) de la communauté Bafuliro conduite par le seigneur de guerre appelé ASSANI NGUNGU. Les animateurs de la synergie ont rencontrés en dates du

27 mai au 03 juin 2009 les chefs coutumiers des entités contrôlés par BISOGO à Muzinda et le Président de la branche politique de YAKUTUMBA à Baraka.

Quant aux résultats réels atteints, à Minembwe, aujourd'hui il y a un calme relatif et les déplacés sont en train de rentrer progressivement, des réunions de pacification se tiennent au jour le jour et les commerçants ambulants en provenance des autres contrées font des navettes dans les hauts plateaux de Minembwe et d'Itombwe.

La synergie a animée une rencontre de réflexion ayant comme thème : « Comment restaurer la paix, la cohabitation pacifique et le développement dans les hauts plateaux ». Cette journée a donné les conclusions suivantes

- Les différentes communautés se pardonnent mutuellement (Babembe, Banyamulenge, Bafuliro et Banyindu ; elles ont signé des actes d'engagement pour la cessation des hostilités pour une véritable paix et cohabitation pacifique ;
- Que les civils détenteurs d'armes les conservent en attendant que le gouvernement les retire ;
- Les communautés Bafuliro et Banyindu ont accepté de convaincre leurs fils Mai-Mai à se retirer de Milimba, leur fief, et atteindre le brassage.

Les résultats se font actuellement voir :

- Les communautés exécutent ensemble les travaux d'intérêt communautaire et pourchassent ensemble les voleurs des bétails ;
- Violation des accords de la conférence de Goma néanmoins quelques éléments commencent à s'intégrer dans les FARDC (20 Eléments de FRF et 200 Eléments Mai-Mai) aussi ces groupes armés s'engagent de faciliter la libre circulation des personnes et leur biens ;
- Beaucoup des jeunes résistent aux sensibilisations de nouveaux recrutements au sein des groupes armés ;
- Les 2 groupes armés YAKUTUMBA et FRF de BISOGO restent disponibles à se rencontrer sous la médiation neutre et impartiale en dehors de leurs fiefs respectifs.

Maman Muliri et le violeur de Lubutu

Lyn Lusi, Desirée Zwanck-Lwambo
et Christiane Kayser

Le travail du Service Civil pour la Paix (SCP) en République Démocratique du Congo est confronté à une culture de violence et un système d'impunité qui présentent d'énormes défis. Les femmes de tous âges et les jeunes filles voir les enfants sont les cibles de viols et d'autres attaques sexuelles. Ces pratiques sont commises par des hommes armés mais aussi par des civils. De plus en plus des hommes en deviennent



La Maison des Femmes – Wamama Simamemi à Lubutu

également les victimes. L'organisation HEAL Africa basée à Goma au Nord Kivu est partenaire de SCP. Desiré Zwanck-Lwambo y travaille comme professionnelle d'appui depuis 2008. Le noyau d'accompagnement du SCP/EED organise des rencontres annuelles et des formations régulières pour toutes les organisations du réseau. En 2009 il a même été possible de commencer un échange avec une organisation partenaire SCP du Sénégal soutenue là-bas par le Service Mondial pour la Paix (WFD). C'est l'appropriation de tous ces échanges et de toutes ces expériences par les Congolaises et Congolais porteurs d'une transformation positive qui rend possible les effets et impacts auxquels nous avons pu contribuer.

L'histoire de Mama Muliri à Lubutu en est un bon exemple qui illustre les opportunités mais aussi les risques.

En Novembre 2009, un infirmier à l'hôpital de Lubutu, territoire dans la province du Maniema en RDC, violait une femme de 46 ans. La victime venait d'un camp des déplacés à Walikale, après avoir fui la guerre dans le Masisi. Elle était venue avec une patiente dont elle s'occupait pendant le traitement à l'hôpital. Pour l'infirmier, c'était une pauvre femme de la tribu lointaine des Hunde, une personne sans voix et sans droits. Alors que lui, il est de la tribu Kumu, les propriétaires du sol du territoire de Lubutu.

Après le viol, la victime courait directement vers la maison de HEAL Africa. Elle avait entendu qu'elle pourra y trouver du traitement et de la justice. L'ONG est bien connue dans des territoires du Nord Kivu et du Maniema pour sa lutte contre les violences sexuelles. Elle s'engage dans l'accompagnement médical, psychosocial et socioéconomique des survivantes des viols, dans la mobilisation communautaire et dans le plaidoyer à travers les médias.

En 2008, HEAL Africa et l'Association du Barreau Américain (ABA) ont mis en place le programme **Genre et Justice**, qui est soutenu par l'Ambassade des Pays-Bas en RDC. Il a comme objectif de créer un environnement social et légal qui promeut la tolérance zéro contre les violences sexuelles. La professionnelle d'appui du EED/SCP Desiré



Madame Cibalonza et des membres de Wamama Simameni



Des femmes du Maniema en liesse : leur cause avance



Madame Cibalonza, une des conseillères de HEAL Africa

Zwanck-Lwambo coopère avec ce programme dans des recherches et le renforcement des capacités reliés à l'analyse genre et l'approche Do No Harm.

Maman Cibalonza, la Coordinatrice de Base du programme Genre et Justice, accueillait alors la femme violée par l'infirmier et l'amenait vers le docteur coopérant qui sécurisait l'évidence du viol et produisait le protocole médical. Peu après, le dossier était amené à la police. Après que toutes les preuves aient été présentées à la police, l'infirmier fut arrêté.

Cette même nuit, à quatre heures du matin, Cibalonza était réveillée par son téléphone cellulaire. C'était le Député Elu de Lubutu qui appelait de Kindu, le Chef Lieu de la province. Il informait la Coordinatrice que le violeur est son neveu, et si HEAL Africa persévérait avec la poursuite, le sang de Cibalonza serait versé. Le lendemain, une foule de par-

tisans Kumu armés de pierres et de torches encerclait la maison, et tout le personnel terrifié se jetait par terre.

Heureusement, la police venait au secours. L'Administrateur du Territoire envoyait des policiers pour garder la maison et transférait rapidement le violeur à la prison de Punia. Mais depuis ce jour, il n'y avait pas moyen pour le personnel de HEAL Africa de travailler; la tension à Lubutu montait de plus en plus. Chaque jour de retard dans le procès du violeur rendait l'environnement plus dangereux pour les activistes et conseillères du programme.

Au cours de la semaine, Maman Muliri, la coordinatrice du programme basée à Goma, s'était décidée à se rendre à Lubutu et à essayer de mobiliser la communauté en faveur des femmes. Elle venait juste de suivre un atelier de formation en transformation des conflits et médiation organisé dans le cadre de SCP/ZFD. Mme Seynabou Male Cissé de



Des femmes du Maniema plaignent leur cause à Lubutu

la Casamance avait visité HEAL Africa pour un échange Sud-Sud. Elle est coordinatrice du Comité Régional de Solidarité des Femmes pour la Paix en Casamance CRSFPC/USOFORAL, lui aussi un partenaire SCP. Ensemble avec Julia Ziegler, professionnelle d'appui du WFD (Service Mondial pour la Paix), elle a apporté de l'expertise en transformation des conflits (voir le rapport complet « Conflit, genre et changement dans les zones de conflit : Un échange entre l'Est de la RDC et la Casamance/Sénégal » sur le site web du EED/SCP Grands Lacs www.peaceworkafrica.org).

Comme il n'y avait pas moyen d'obtenir un vol direct vers Lubutu, Muliri a pris un avion pour Kisangani et a voyagé plus de 200 kilomètres sur des routes dilapidées – un trajet dur pour une dame de 56 ans. Elle est arrivée à minuit, dans l'abri de la nuit, et personne dans la ville ne savait qu'elle était là. Avec Cibalonza et les conseillères, elle passait la plupart de la nuit et du jour suivant en discutant, réfléchissant et priant pour la victoire dans cette bataille décisive pour la justice.

Elles développèrent un plan d'action. D'abord, Muliri a appelé l'avocat d'ABA en lui demandant d'arriver de Punia. Puis, elle a identifié certains chefs coutumiers de la tribu Kumu qui avaient eu des relations amicales avec HEAL Africa. Plus de 70 chefs coutumiers de toutes les communautés du territoire furent invités à une réunion de trois jours. Tout le monde a accepté de venir et ils ont tenu la réunion dans la maison de HEAL Africa.

Le premier jour, les dirigeants locaux étaient pleins de colère et d'hostilité, mais l'avocat continuait à expliquer la loi calmement. Après cette première journée, l'un parmi les chefs parlait pour tous : « Nous avons pris nos décisions sans connaître la loi. Nous avons pensé qu'il s'agit d'un viol seul quand la fille a moins de 18 ans. Nous étions convaincus que Maman Cibalonza devrait être payée plus de 1000 \$ pour chaque homme elle mettait en prison. »

Le lendemain, Maman Muliri facilitait une formation en transformation des conflits. En utilisant la gamme des nouveaux outils acquis dans le travail avec les collègues du Sénégal, elle discutait avec les lea-

ders comment ils peuvent mieux aborder des problèmes qui déchirent les communautés. Elle expliquait des méthodes pour comprendre et écouter l'autre et pour se mettre d'accord sur des objectifs communs.

Le troisième jour, toute la communauté se réunit dans une action commune. Avec le corps des fanfares de l'Eglise Kimbanguiste en tête, tous les chefs de tribus dans leurs plus beaux habits à l'avant avec Mama Cibalonza, puis toutes les femmes de la ville avec des calicots, le défilé a quitté Lubutu Centre pour passer par le village du violeur. Enfin, ils ont abouti au bureau de l'Administrateur Territorial qui à son tour exprima un message clair : « Que cela vous plaise ou non, la loi est la loi ! ». Puis, toutes les personnes présentes ont pris l'engagement public de rendre les communautés plus sécurisées pour les femmes et les filles, sans favoriser les riches et influents et sans exclure les vulnérables.

Depuis ce jour, Maman Muliri a organisé des sessions similaires dans neuf autres territoires du Maniema, toujours en travaillant avec des autorités étatiques et des Chefs Coutumiers dans une approche en trois parties : éducation sur la loi, formation en transformation des conflits, et engagement public avec toute la communauté. Selon Muliri, « Les recherches que nous avons effectué et les ateliers que nous avons suivi dans le cadre de Service Civil pour la Paix ont à chaque fois souligné le valeur de la femme comme pilier de la communauté. C'est cette vision de la vraie valeur de la femme que j'ai pu partager avec les leaders communautaires à travers de bons arguments ».

Le dynamisme des femmes congolaises

Edouard Madirisha

La Commission Diocésaine Justice et Paix (CDJP) Uvira – à l'est de la RD Congo – est une structure de l'Eglise particulière du Diocèse d'Uvira ayant pour mission de conscientiser les différents acteurs sociaux sur la responsabilité commune que l'on a pour asseoir la paix. Pour ce faire, il n'y a pas de gens à exclure de l'action et des programmes de la CDJP Uvira. En œuvre depuis le 19 février 2003, elle a son bureau de coordination à Uvira et fonctionne dans 18 paroisses. L'activité principale de la CDJP Uvira est la promotion et la protection des droits fondamentaux de la personne humaine pour la réconciliation et une paix durable.

Pour mener à bien sa mission, la CDJP Uvira dispose d'une équipe efficace énergique et déterminée. A commencer par l'abbé Jacques Bulambo, le coordinateur : « nous voulons conscientiser les personnes sur les droits et la dignité de la personne humaine. Dans cette mission, la conscientisation vient à travers la formation, surtout sur la dignité de la femme », déclare-t-il. Il souligne que dans toutes leurs actions, les notions de paix, justice et parité sont toujours incluses. Cet énergique abbé est fier de l'intérêt que la population porte à leur travail, manifesté par le recours que les gens font aux animateurs de la CDJP, toutes religions confondues : « nous parvenons à réunir toutes les mutualités ethniques et confessions religieuses qui se retrouvent dans notre localité pour la gestion des conflits et la médiation », souligne l'abbé Jacques Bulambo. Malgré le peu de moyens dont dispose la CDJP Uvira paroisse, il espère que la commission va continuer son travail jusqu'à ce que tous ses bénéficiaires puissent se prendre en charge eux-mêmes.

Une équipe déterminée à sauver la femme

L'autre membre de l'équipe CDJP Uvira non moins important est Constantin Amundala, Chargé de Programmes, qui s'occupe de la conception et de la planification des projets, de la planification des activités ainsi que la compilation des rapports.

Lydia Bayer, consultante de l'AGEH au sein de la CDJP Uvira depuis juin 2008, est une des pièces maîtresses de la CDJP Uvira. Son mot d'ordre : « les petits métiers sont très importants pour la réintégration socio-économique des victimes. » Aidée de son mari bénévole, Bernhard Bayer, elle tente aussi d'enseigner aux femmes des territoires d'Uvira,



*Lydia et
Bernhard Bayer*

de Fizi et de Mwenga à la Province Sud Kivu la différence entre les lois positives et les cultures rétrogrades : « nous essayons de leur inculquer la faisabilité de la parité dans la société pour faire évoluer le couple par rapport aux barrières de la culture », explique Mr Bayer. Sans faire partie de la CDJP, son aide est cependant fort appréciée : « il est volontaire dans toutes les activités où ses connaissances sont nécessaires », dit de lui l'abbé Jacques Bulambo.

La sœur Eugénie Kitambala est l'une des pierres angulaires de la CDJP Uvira. Entrée récemment dans l'équipe, elle anime avec Lydia Bayer « la Dynamique femmes » : « j'aime beaucoup travailler avec les mamans démunies à la base. Le projet Dynamique femme organise la prise en charge matérielle, physique et spirituelle des femmes » souligne-t-elle.

Véronique Masoka est la benjamine de l'équipe et a débuté la Dynamique femme aux côtés de Lydia Bayer comme animatrice. « Par des formations, on a expliqué à la femme son rôle dans la société et Lydia leur a appris des métiers en leur donnant le matériel pour commencer », se souvient-elle.

Ce sont quelques uns des membres de la CDJP Uvira et, grâce à eux, beaucoup de personnes à Uvira, Fizi et Mwenga surtout les femmes, ont vu leur situation s'améliorer.

« La Dynamique femme nous a sauvées ! »

Cette branche de la CDJP Uvira vise à améliorer la vie des femmes en améliorant l'agriculture et en leur apprenant des métiers artisanaux, notamment le tissage, le tricotage, la couture et la fabrication de savons. Elle anime également une troupe de théâtre qui conscientise la population par ses représentations radiophoniques ou sur scène. Cette dynamique veut que les femmes se prennent en charge pour l'autosuffisance et le développement : « il faut qu'elles s'associent en communauté et mettent ensemble leur intelligence », explique sœur Eugénie.



« Maman » Fatuma (à droite), une dame de 60 ans soutenue par la Dynamique Femme.

Grâce aux activités de la Dynamique femme, les mamans de la paroisse Kiliba tendent de plus en plus vers l'autosuffisance.

Maman Ponga, présidente de la Commission Paroissiale Justice et Paix de la Paroisse (CPJP) de Kiliba et responsable de la maison d'écoute et du groupe Dynamique femme de Kiliba : « Lydia nous a appris les métiers et sœur Eugénie conduit les formations. Nous sommes une centaine de femmes et de filles réparties en trois groupes : les plus jeunes tricotent, les adultes s'occupent des champs et de la fabrication des savons et les plus âgées tissent », explique-t-elle. Maman Ponga souligne que ce groupe accueille et aide toutes les femmes sans aucune distinction religieuse ou autre. Elle explique que la vente des produits permet à l'auto-financement des membres et de la caisse du groupe.

Maman Fatuma, une septuagénaire, considère ce groupe comme sa deuxième famille : « je suis malade mais je reste car les autres me sou-

tiennent en m'habillant, en me nourrissant et en me logeant. Tous mes enfants sont partis et c'est la dynamique est la seule famille qui me reste », confie-t-elle.

Un engagement à toute épreuve

Quant à maman Monica, elle déclare que grâce aux champs du groupe qu'elles cultivent, elle se développe et fait vivre sa famille : « je ne dépends plus de personne ! », affirme-t-elle.

Maman Thérèse, abandonnée par son mari, remercie la dynamique de l'avoir consolée, conseillée et encadrée jusqu'aujourd'hui.

Ces femmes n'ont pas de local pour entreposer leurs produits mais ne s'avouent pas vaincues : « on conserve chez moi les semences et les récoltes car il ne fallait pas qu'on croise les bras sans profiter des enseignements reçus », déclare maman Thérèse. Quant au savon, il est fabriqué chez maman Olive. L'objectif du groupe dynamique femme de Kiliba est de créer une coopérative d'autofinancement pour que chaque femme puisse se prendre en charge elle-même.

En plus de ces activités, ces femmes organisent chaque dimanche des causeries pour enseigner le bien-être social. Et chaque vendredi, elles font des descentes dans les quartiers pour résoudre les problèmes des ménages et conseiller.

En, effet le tricotage ou le tissage en groupe est également une occasion de causerie morale pour ces femmes qui y apprennent les notions de paix, de justice et de parité humaine.

Lydia Bayer ajoute que « En créant la Dynamique femmes, on a permis l'apprentissage des métiers pour améliorer la vie des femmes, et surtout le volet réintégration des groupes sociaux et religieux. Nous avons également permis la cohabitation dans les ménages et la réintégration des victimes de la guerre », précise Lydia Bayer. Pour elle, le petit métier est comme un véhicule que peut conduire plusieurs passagers.

Parmi l'avenir, elle conçoit un projet d'alphabétisation des femmes et un apprentissage de techniques culinaires.

Une troupe dynamique

En plus d'apprendre les techniques des métiers, un groupe de femmes d'Uvira sensibilise les autres mamans par des émissions radiophoniques ou des représentations théâtrales : « tous les mardis, depuis quatre ans, nous animons une émission de conseils appelée **Baraza ya wa mama**. C'est très apprécié ici à Uvira », confie maman Françoise, présidente de la troupe Dynamique femmes.

Cette troupe compte aussi bien des mamans que de jeunes filles. Selon Béatrice, présidente des jeunes, elle a suivi sa mère à la Dyna-



Une groupe des « mamans » de la Dynamique Femme dans la paroisse Saint Joseph de Kilibi et leurs produits

mique femme et, après l'apprentissage du tissage, elle fait partie de la troupe et en est très fière : « les mamans m'éduquent et m'encadrent », déclare-t-elle.

Ces femmes choisissent les thèmes elles-mêmes, souvent après les séminaires de formation, ou suivant ce qu'elles apprennent à la paroisse. « On se partage les rôles, même masculins, et nous sommes souvent félicitées, aussi bien par les hommes que les femmes, jeunes et vieux confondus », précise-t-elle. D'après maman Médiatrice, les répétitions se font deux fois par semaine, et maman Marie ajoute que les pièces jouées racontent souvent les histoires des spectateurs qui apprécient : « on joue gratuitement, mais notre salaire est la fierté qu'on en retire quand on résout des problèmes », déclare-t-elle.

Même si elles reconnaissent quelques problèmes comme le manque de tenues ou de formation théâtrale, ces femmes aiment leur travail et en sont fières : « nous n'avons pas honte et on se suffit à nous-mêmes : aucun rôle ne nous est difficile », martèle maman Médiatrice.

Le Mi-Parec et les cornes des vaches

Frank Wiegand, Théogène Habyarimana
et Jérôme Njabou

Ntazibana zidakubitana amahembe, les cornes des vaches qui partagent le même enclos, qu'on le veuille ou non, s'entrechoquent.

La guerre civile dans laquelle chaque protagoniste (armée gouvernementale, mouvements rebelles, milices de partis politiques ou groupes d'auto-défense) s'est indistinctement illustré par de graves violations des lois de la guerre et de sévères exactions contre la population et qui a duré plus de dix ans et vu périr plus de 300 000 civils laisse un héritage de violence politique sur fond d'ethnisme au Burundi.

Ainsi, en dehors des conflits inhérents à toute vie commune sur les collines d'un pays densément peuplé et auxquels l'adage cité d'entrée fait référence, la prolifération des armes, l'impunité, la division ethnique, la socialisation autoritaire et violente, la compétition pour des ressources rares et l'injustice sociale accentuent des phénomènes récurrents de recours à la violence pour le règlement de conflits.

En partenariat avec **MI PAREC** (Ministère Paix et Réconciliation sous la Croix), le **Weltfriedensdienst** mène depuis l'arrivée en novembre 2005 de la première Friedensfachkraft au Burundi, un programme de réconciliation communautaire qui consiste à accompagner et appuyer des structures communautaires de gestion pacifique des conflits appelées **comités de paix**.

Ces **comités de paix** utilisent des ressources traditionnelles comme **Ikibiri** (Ikibiri signifie « Rassemblons nous pour aider les autres sans attendre de récompense ») et le leadership coutumier **Bashingantahe** (terme qui désigne couramment le notable, l'homme intègre chargé du règlement pacifique des conflits à tous les niveaux depuis la colline jusqu'à la cour du roi) et les combinent avec des techniques modernes de

gestion non violente des conflits et de médiation, de chaînes de solidarité et de travail en commun au niveau des communes, zones et collines, pour initier un changement dans les mentalités et les comportements susceptibles de favoriser un processus de consolidation de la paix, de la cohésion sociale et de promotion du développement

Suite à une volonté continue de coller aux réalités et demandes du terrain, le programme de réconciliation communautaire s'est doté dès 2008 d'un volet **d'appui psycho-social** qui vise à former les membres des comités de paix à reconnaître et à accompagner les personnes traumatisées. Ce volet est appuyé par une deuxième Friedensfachkraft, un psychologue de formation avec une vaste expérience dans le domaine de la gestion du traumatisme. Cette expertise n'existe pas assez au Burundi et l'implication de la Friedensfachkraft permet la prise en compte d'un phénomène très répandu au Burundi, ainsi que la formation d'agents et multiplicateurs nationaux pour la prise en charge des personnes traumatisées.

Une troisième Friedensfachkraft est affectée depuis octobre 2009 au **volet communication et plaidoyer** dans le cadre de l'ouverture d'un bureau de liaison MI PAREC/WFD à Bujumbura. L'ouverture du bureau de Bujumbura répond au souci de couvrir des besoins insuffisamment satisfaits en termes d'assistance juridique, de surveillance de l'action publique locale, de plaidoyer réactif et pro-actif (élaboration de propositions), de services à la population comme porte d'entrée pour la construction de la paix.

*L'action localisée en faveur de la paix est une base nécessaire mais non suffisante. Une « **paix en archipel** », avec des îlots de culture de paix ici et là n'est pas durable. Il est donc indispensable de **penser l'articulation entre les échelles de l'action**. L'action localisée doit être articulée à une action territoriale, coordonnée avec les autres intervenants en faveur de la paix. L'action localisée doit être exploitée, via les expériences positives qu'elle permet de montrer, pour avoir une incidence sociale et politique en faveur de la paix, à des niveaux supérieurs.*

Inkoni ntigukora mu jisho kabiri, il serait bête de laisser le même bâton te blesser deux fois. C'est l'adage qui inspire les activités des comités de paix, des instances de proximité qui refusent la violence et la manipulation par les élites.

Le **comité de paix** est un modèle d'organisation initié à la base, composé de volontaires issus de toutes les catégories sociales (bahutu, batutsi, batwa, déplacés, rapatriés, démobilisés, libérés politiques, résidents, bashingantaha), marqués par les crises violentes qui ont secoué leur patrie le Burundi, réunis autour de valeurs communes et fermement déterminés à assurer la cohabitation pacifique dans leurs localités au travers de l'engagement dans un cadre de dialogue, de réconciliation, de mémoire, d'unité, de gestion pacifique des conflits et de médiation, d'entraide, de solidarité, d'appui aux vulnérables, d'alerte, de protection, d'expression, de promotion de la femme, de moralisation et civilisation, de reconstruction.

La particularité du comité de paix par rapport à toute autre structure communautaire réside dans sa composition (toutes les composantes de la société sont représentées, en particulier les antagonistes des crises passées), son mode de fonctionnement (transparence et démocratie avec les femmes également en position de leadership), son éthique (humanisme, non-violence active, culture du dialogue, acceptation de la diversité) et sa spécialisation (transformation des conflits).

A ce jour, 324 comités de paix avec 8224 membres assurent la cohésion sociale dans 8 provinces et 20 communes pour plus de 200 000 bénéficiaires que MI PAREC appelle « nos voisins » à travers un dialogue valorisant.

Comment mieux résumer l'impact du travail des comités qu'au travers du discours d'une artisanne de paix, membre du comité de paix de Kayogoro : « *Nous nous comportons comme des bêtes, aujourd'hui nous nous sommes civilisés, nous sommes capables de discernement, nous rejetons la violence et la manipulation.* »

Ainsi, depuis 2005, plusieurs milliers de conflits locaux, circonscrits, notamment des conflits fonciers et familiaux, ont pu être gérés pacifi-

quement au travers de l'engagement et de l'expertise des comités de paix; une tradition de gestion non violente des conflits est née et rend obsolète l'héritage de la violence et de la haine inter-ethnique.

Par ailleurs, un processus de réconciliation communautaire a été déclenché à la base, regroupant surtout les victimes et les offenseurs des massacres interethniques de 1993. Au travers de la médiation des comités de paix, les antagonistes des affrontements antérieurs reprennent le dialogue, se disent la vérité sur leur passé douloureux, se pardonnent mutuellement et renouent les relations brisées par plus d'une décennie de guerre civile.

Ce volet de gestion de conflits et réconciliation est appuyé par une Friedensfachkraft qui enrichit le répertoire méthodologique de l'organisation MI-PAREC en la matière, tout en contribuant également au développement de celle-ci et au renforcement des capacités de son personnel.

Les apports les plus significatifs des Friedensfachkräfte tels que le personnel de l'organisation partenaire le perçoivent, résident en leur

- Extériorité, donc leur regard objectif et neutre, ainsi que leur capacité à relier la structure locale et le contexte local avec le niveau régional, voire international
- Expertise et professionnalisme dans des domaines où l'expertise locale est rare
- Aptitude à renforcer les capacités des équipes locales
- Maîtrise des formats des différents bailleurs pour le dépôt de documents de projet et capacité à créer et utiliser des opportunités

« Je crois que c'est la souffrance du passé qui m'a conduit à cette place »

Entretien réalisé avec un artisan de paix.

Bonjour Richard, est-ce que vous pourriez vous présenter, me dire quelques mots sur votre personne ?

Je m'appelle Richard, j'ai 56 ans. Je travaille comme « artisan de paix ». Je suis un membre fondateur d'un comité de paix, je suis également le président du comité de paix au niveau communal et conseiller des personnes traumatisées. Le travail que je fais, je le fais gracieusement.

Pourquoi avez vous choisi ce travail ?

Moi-même j'ai été traumatisé. Ma famille et mes amis se sont occupés de moi. C'est grâce à Dieu, que je suis comme vous me voyez aujourd'hui. WFD/MIPAREC m'a aidé aussi. J'ai fait des formations au WFD/MIPAREC et juste après ces formations, j'ai commencé à faire le travail de réconciliation et de médiation. Depuis une année, je fais aussi le suivi et l'accompagnement des personnes traumatisées et je participe toujours dans les formations continues en ce domaine. Je crois que c'est la souffrance du passé qui m'a conduit à cette place.

Quelle souffrance ?

En 1973, j'ai été maltraité par les soldats et quelques voisins. Ils m'ont pris et ils m'ont mis dans un cachot souterrain. Ce cachot était sombre, humide, rempli de cadavres, de sang, de personnes encore vivantes et qui criaient beaucoup à cause de la douleur. En 1993, j'ai regardé comment les gens mouraient, comment on les tuait avec les marteaux, comment les maisons des innocents brûlaient.

(Ici j'ai du interrompre l'interview pour deux heures, Monsieur Richard ne pouvait pas garder ses larmes)



La Réconciliation Communautaire c'est l'affaire de tous : ici, hommes, femmes et enfants de Mubuga (Gitega)

Qu'est ce qui a changé pour vous depuis le début de votre travail avec les traumatisés ?

Ce travail m'a aidé à gérer mes problèmes. Parfois je tapais ma femme et même mes enfants. J'étais souvent très agité, impatient, j'avais toujours des conflits avec les autres. Dans le temps, je considérais les traumatisés comme des fous. Maintenant je peux les approcher et les conseiller. Aider d'autres gens m'a conduit à consolider ma personnalité. Je suis fier de mon travail, de ma famille et de moi-même.

Est-ce que vous avez oublié ce qui s'est passé ?

En réalité, je ne pourrais jamais l'oublier mais je ne pense pas à ça souvent sauf quand il y a un déclencheur, surtout pendant le travail de réconciliation mais je fais toujours comme si j'avais oublié.

Est-ce que les assassins de vos amis ou de vos voisins ont été arrêtés et condamnés ?

Non, ils sont toujours en liberté, certains vivent comme voisins dans notre village.

Pourquoi n'ont ils pas été arrêtés ?

Il n'y a pas eu de procédures judiciaires suite à ces violences et ces massacres comme au Rwanda. Les coupables sont nombreux. Certains d'entre eux sont des politiciens, même de carrière. C'est une affaire de l'État burundais. Mais dans le temps, j'ai appris que « Ne rien faire peut être une perte de temps ». Nous ne pouvons pas nous relaxer et apprécier le néant.

Est-ce que vous pouvez pardonner à ces hommes qui vous ont maltraités ?

Peut être oui, mais s'ils demandent tout d'abord pardon, mais ils ne l'ont pas fait et je ne les vois presque plus. Mais honnêtement, ce n'est pas facile de leur pardonner. Mais on doit vivre avec eux, on n'a pas de choix. J'ai changé mes comportements, je ne peux pas me venger.

Comment arrivez vous maintenant à vivre ou à travailler avec ces gens ?

Dans le temps c'était très difficile. Je me souviens qu'un jour j'ai vu seulement la photo d'un de ces assassins, j'ai vomi, sué de panique. A cette époque, j'avais toujours peur. Avec les formations et le travail que je pratique aujourd'hui, tout est vraiment fini. J'ai de l'empathie non seulement pour les victimes, mais aussi pour les coupables. Mais je sais qu'il y a toujours la haine et la peur entre les coupables et les victimes surtout pendant ces périodes où nous approchons des élections. Il y a même ceux qui ont commencé à vendre leurs terrains parce qu'ils ne voient que la guerre après ou pendant ces élections.

Est-ce que vous pensez que les traumatismes des rescapés sont curables ?

Pas sincèrement, mais malgré le passé ils peuvent mener leur vie.

A votre avis, quelles sont les plus grandes difficultés des traumatisés ?

Ils ont été abandonnés non seulement par l'État mais aussi par les leurs. Beaucoup d'entre eux sont devenus colériques. Ils n'ont ni de quoi manger ni de quoi boire. Certains sont traités comme des animaux sauvages. Ils sont très pauvres. Ils ont besoin de beaucoup d'aide : affection ; suivi ; conseils ; aide matérielle ; intégration ; ...



Témoignages publics des personnes réconciliées à Ruhororo suite à la crise de 1993

Chiro et la caravane de la paix

Katharina Werlen

Chiro* est un mouvement de la jeunesse Catholique, fondé en 1853 en Belgique. Le mouvement est arrivé au Burundi avec l'arrivée des Pères Blancs. Chiro a reçu la reconnaissance juridique en tant que organisation indépendante sans but lucratif au Burundi depuis 2005, mais n'a jamais complètement sevré les liens avec l'église. Chiro a des fortes ressemblances au mouvement des scouts.

Chiro a 104 500 membres, pour la plupart féminin, qui sont réparties en 836 groupes, avec un regroupement par diocèse et une unification au niveau national. Les hommes et les femmes ont des structures parallèles et sont représentés en nombre égal à tous les niveaux. Les objectifs de Chiro sont:

- Renforcement des valeurs chrétiennes chez les membres.
- Encadrement/formation de la jeunesse.
- Création d'un climat d'entente, de vérité, de solidarité, de paix et de justice et de réconciliation dans la population, en commençant par la jeunesse.
- Promotion des activités socioculturelles et sportives.
- Promotion des activités génératrices de revenus chez les jeunes sans formation formelle.

La devise de Chiro est « Oublions ce que nous sépare et redécouvrons ce que nous unis. » SCP/Eirene et Chiro travaillent ensemble depuis février 2007. Notamment le travail de réintégration et de formation des jeunes revenus des camps de réfugiés en Tanzanie fut un véritable couronné de succès.

* Abréviation pour « Christ est Roi »

En 2009 quatre groupes par diocèse ont participé à la caravane de la paix, qui a été réalisée du 17 au 22 août. L'activité proprement dite, consistait à faire des marches dans les diocèses pour sensibiliser la population. La dernière étape regroupait tous les groupes dans la capitale du pays pour un festival des présentations. Chaque groupe développait une présentation artistique pour passer un message. Les groupes puisaient dans la richesse culturelle des peuples de Burundi et mettaient en scène des danses, des chants, des sketches théâtraux ou des numéros de percussion traditionnelle. Pendant la dernière étape vers la capitale Bujumbura, autres mouvements de la jeunesse ont accompagné les membres de Chiro, p. ex. membres de Xaveri, Mouvement Eucharistique, Schonstatt, etc.

Les résultats directs du projet

- A cause d'une forte médiatisation, les activités des jeunes ont été connues partout dans le pays. La participation du premier vice-président, le Ministre de la jeunesse et l'Archevêque de Bujumbura à l'ouverture des activités a renforcé cette publicité.
- Le principe de la gestion non-violente des conflits a été communiqué aux membres de Chiro et ils ont promis de diffuser ce message dans leurs villages respectifs. Les membres de Chiro sont maintenant souvent demandés d'intervenir dans ces villages en cas de conflit.
- La caravane a eu comme résultat que les gens en général ont pris le courage d'intervenir en cas de conflits au lieu de se taire et de se retirer. Ils savent qu'ils peuvent s'adresser aux autorités sans qu'il y ait des conséquences néfastes.
- En particulier dans les conflits entre rapatriés et la population résidente, les autorités ont fait appel aux représentants de Chiro pour la médiation.
- En conséquence des rôles plus actifs des membres de Chiro, ils ont été demandés d'entrée dans des comités locaux et ceux d'église en tant que conseiller/ière.

- Au moment des fêtes locales, les groupes de Chiro sont souvent demandé de refaire des danses et chansons de la caravane de la paix.
- Les initiatives locales, comme le soutien des orphelins, la construction des maisons pour des rapatriés et/ou des démunis, ont été supporté et encouragé par Chiro et se sont ensuite concrétisées.
- Quelques groupes ont été formés pour la gestion des petites boutiques. Ces groupes sont un mélange des ethnies et rapatriés et résidents.

L'impact du projet sur le développement

- Le principe de la gestion non-violente des conflits a été expliqué, aux membres de Chiro, qui le transmet aux villageois de leurs villages respectifs et l'applique dans leur vie quotidienne.
- Les mœurs et coutumes régionaux ont été communiquées aux participants. Beaucoup entre eux les n'ont jamais vues ou elles ont été oubliées pendant des années de guerre et plus jamais partager avec la jeunesse. Par conséquent, pas mal des gens ont été étonnés par la diversité de ces mœurs et coutumes.
- La solidarité, ainsi que la confiance des gens en eux même ont été renforcée.
- Pendant l'organisation et l'exécution de la caravane, plusieurs contacts ont été pris avec des ministères divers (Ministère de la sécurité, Ministère de l'intérieur, Ministère de la jeunesse et de la culture). Ces contacts ont abouti à des collaborations et connaissances, dont l'importance futur n'est pas à sous-estimer.
- Le réseau des groupes locaux et régionaux de Chiro a été renforcé. Ces groupes se sont rencontrés souvent pour la première fois pendant la caravane. Actuellement, il y a des visites régulières entre les groupes et des échanges verbales et écrites se sont multipliés.

Chaque groupe de Chiro au Burundi a reçu un CD avec des photos et des scènes filmées ainsi que du matériel didactique qui a été développé au cours de la préparation du grande évènement national.

Le projet « Appui à la réintégration et réhabilitation par l'assistance psychosociale »

Roland Rugero

Mahoro est assise dans sa maison, l'air calme, ses yeux embuées. Elle rentre du travail, directrice de l'École Primaire de sa commune. Elle s'est levée tôt, vers 6h30. Le temps de prendre son bain matinal et son petit déjeuner, elle a entamé sa marche de trente minutes qui la mène vers son établissement. Pudique, un voile de tristesse dans le regard, elle reconnaît qu'elle est sévère avec ses enseignants. Avec 36 ans de carrière dans l'enseignement, Mahoro reste très attachée à sa profession. Mais au détour d'un regard, parfois les larmes semblent être prêtes à couler.

Car depuis 1994, Mahoro ne s'est jamais rendue sur la tombe de son époux, située à moins de deux cent mètres de la maison familiale. Certes, il y a eu la levée de deuil définitive en 1995. Mais les images de son époux restent gravées dans sa voix... **Une histoire parmi des milliers d'autres, anonyme et poignante.** Mahoro la raconte les yeux baissés, le visage contracté : cadette d'une famille de quatre filles, née en 1955 est d'ethnie Tutsi, elle est mariée depuis quatorze ans à un Hutu et vit à Rutegama (Muramvya), près de la paroisse de Munanira. Aux lendemains des tueries de 1993 qui ont emporté plusieurs des membres de sa famille, 1994 apporte avec elle son lot de représailles. Début octobre de la même année, deux semaines après avoir mis au monde son septième enfant, la vie de Mahoro bascule. Par une nuit pluvieuse, elle est obligée de fuir avec tous ses enfants vers Murayi (Gitega) pour échapper aux militaires venus « pacifier » la région de Rutegama. Cette commune est l'une des plus touchées par les massacres qui ont immédiatement

suivi la mort du président Ndadaye. Derrière eux, Mahoro l'enseignante et son époux qui s'est récemment tourné vers le commerce laissent tout l'argent et leurs biens. La vie de leurs quatre fils et trois filles compte plus en cet instant. Quelques jours plus tard, alors que le mari de Mahoro est discrètement rentré à Munanira voir s'il ne peut récupérer l'argent afin de subvenir aux besoins des siens, une patrouille militaire le surprend. C'est un 10 novembre, et Mahoro perd son mari, fusillé dans une vallée en bas de sa maison.

En 1997, elle rentre à Munanira, s'installe d'abord à la paroisse avant d'aller vivre chez sa belle-mère. Ses voisins l'aident à reconstruire la maison de la famille complètement détruite. Dans cette bâtisse de deux chambres, Mahoro et ses enfants vivent l'attaque des militaires en 1997, où seront tués plus de 80 personnes. Mais elle décide de rester sur place, parvenant à avoir un poste d'enseignant à l'École primaire de Munanira. Mahoro parvient à gagner la considération de ses supérieurs, quitte ses fonctions d'enseignante pour la tête de l'établissement. Ses enfants reprennent les études...

Son fils, un temps enrôlé dans les mouvements rebelles, semble plus affecté par la disparition de son père. Au point que ses études soient compromises, ce qui attriste Mahoro d'avantage. Sa santé psychologique l'inquiète. Elle a tenté de lui trouver des amitiés dans les milieux religieux, pour qu'il se stabilise, revienne à la foi chrétienne d'enfance, en vain. Le souvenir de son père le hante, autant que la maison de Mahoro. « Jamais, nous n'avons eu d'assistance psychosociale », confie-t-elle, en fixant au loin la vallée dans laquelle gît le corps de son mari.

Pour aider les femmes comme Mahoro, spécifiquement celles qui ont été affectées par la guerre, le Service Civil pour la Paix du Service Allemand de Développement (SCP/DED), s'est engagé à travailler en partenariat avec le Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre (MSNDPHG). Ce travail implique principalement les Centres de Développement Familial (CDF), une structure du Ministère créée au début des années 1980 et présente avec un

bureau de coordination dans les 17 provinces et des assistantes dans presque chaque commune du pays. Parmi ses activités, il y a l'assistance psychosociale et l'orientation des victimes de violences basées sur le genre, la médiation des conflits et l'appui à l'alphabétisation fonctionnelle des femmes.

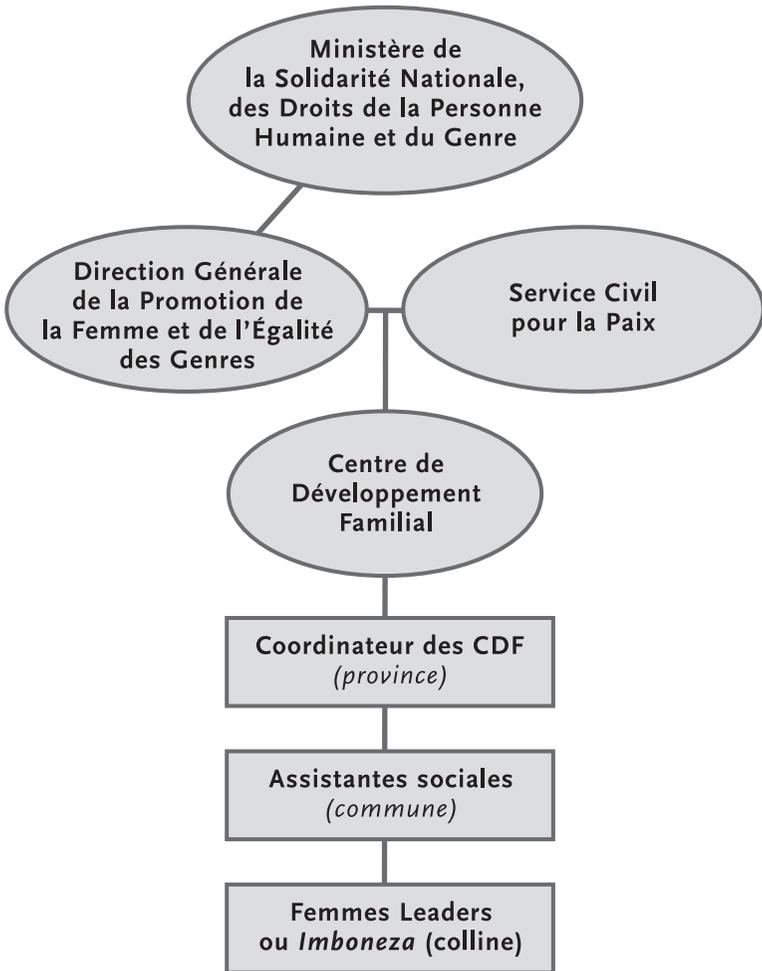
Michel Muhirwa (39 ans, expert Rwandais en renforcement organisationnel) est Conseiller Technique du SCP/DED intégré dans la Direction Générale de la Promotion de la Femme et de l'Égalité des Genres du MSNDPHG. Son action est constamment en écho à celle de son homologue du Ministère partenaire, **Mathilde Nijimbere**, dans le projet « Appui aux Centres de Développement Familial. »

Pour Mathilde, « les CDF sont l'espace idéal pour soutenir les femmes burundaises touchées par la guerre car ils constituent un cadre qui les rassemble au niveau des collines et favorise le partage des expériences du passé. » Au quotidien, les assistantes sociales des CDF œuvrent à l'harmonie sociale et à la promotion de la femme. Même si des lacunes existent, notamment au niveau des moyens. « Certains sont équipés, d'autres pas », précise Mme Nijimbere. « Ce qui handicape l'homogénéité de leur efficacité: il est difficile d'avoir des résultats identiques quand les uns disposent de véhicules pour se déplacer, alors que d'autres n'ont même pas de vélos », plaide-t-elle. Il ne faut pas oublier que les activités des CDF se font surtout en milieu rural, où les conditions d'accès sont parfois très dures.

Pour rendre le travail beaucoup plus efficace, les CDF ont mis en place des relais communautaires appelés *Imboneza* ou Femmes Leaders élues de part leur intégrité et dévouement. Ces femmes, présentes sur chaque colline ou site de déplacés, jouent un rôle central dans la promotion des activités de paix et de réconciliation au niveau collinaire.

Mathilde Nijimbere n'hésite pas à louer le courage de ces femmes qui disposent parfois d'une influence plus profonde que les administratifs, tant leur implication dans la vie des communautés est présente: « Ils interviennent dans des activités de sensibilisation et d'animation sur

Diagramme des CDF



des thèmes qui touchent les vrais problèmes à la base des conflits sociaux des familles et de la société en général. »

C'est sur ce modèle d'acteurs en chaîne (voir *diagramme*), que Michel Muhirwa fonde le gros de l'action du partenariat SCP/DED, à savoir le renforcement des capacités organisationnelles des CDF : « Notre action portera sur le renforcement du leadership au niveau de la Direction Générale en charge des CDF, avec un accent particulier sur une gestion basée sur des résultats et l'optimisation des ressources humaines. Nous voulons aussi améliorer les capacités des assistantes sociales et des *Imboneza* dans la gestion des conflits et l'assistance psychosociale pour les personnes traumatisées. »

C'est pour répondre à ce dernier aspect que le SCP/DED a intégré au sein de son action un psychologue clinicien en la personne de Hans Bretschneider (également 39 ans) basé au département Protection de l'Enfant d'UNICEF. Hans travaillera en synergie avec son collègue Michel Muhirwa.

Pour les cas comme ceux de Mahoro, Hans préconise la révision du système familial, en établissant une consultation systémique de son environnement. Ce qui appelle ici le concours des *Imboneza*, puisqu'elles savent dans quelles conditions vivent les femmes de leurs voisinages. D'ailleurs, souligne Hans: « Mahoro possède un espace de fonctionnement: c'est déjà bien. » Ce qui est plus urgent par contre, « c'est de s'occuper de son fils, qui semble traumatisé par la disparition de son père, ou par le traumatisme même de sa mère (qui se refuse à voir la tombe de son mari). »

Pour le psychologue, « il faut qu'il y ait une personne à laquelle ce jeune homme *parle*, car jusqu'à maintenant il *agit* (tentative de s'enrôler dans une rébellion, études abandonnées,...). » Cette écoute psychologique serait assurée par les assistantes sociales des CDF. Au sein même de ces dernières, Hans souhaite « la création des *groupes de parole*, composés par exemple de femmes qui ont vécu des problèmes simi-

laire à ceux de Mahoro. Leurs témoignages seraient très bénéfiques à la communauté. » Mais, précise-t-il, il faut que l'intégration dans ces groupes soit volontaire.

En parlant d'assistantes sociales, l'action SCP/CDF permettra de développer des modules de formation en santé mentale, dans le psychosocial et le social. Objectif: harmoniser les acquis en établissant des niveaux standards de connaissances dans ces domaines. La durabilité de ce programme, qui profitera à de nombreux nécessiteux (victimes de viols, handicapés de la guerre, traumatismes de diverses origines, ...) reposera sur les CDF comme structure-clé pour la réintégration et la réhabilitation des femmes et enfants affectés psychologiquement par la guerre, à travers une amélioration des leurs services psychosociaux et dans le cadre de résolution des conflits.

Mahoro n'est pas seulement victime. Elle est l'une des Imboneza. Engagée dans le Centre de Développement Familial de Muramvya, elle y participe souvent pour des séminaires. C'est dans sa maison qui porte encore les fumées d'un feu criminel de 1994 qu'elle témoigne: « J'interviens beaucoup lors des ateliers destinés à former les populations contre les violences faites aux femmes, les dangers du Sida ou encore dans l'appel à la paix et à la cohabitation pacifique. » Une activité qu'elle mène avec plus de justesse, elle qui perd en 1993 son père, une année plus tard son mari. Elle tient à transmettre son expérience, car « si j'ai aussi tenu, c'est parce qu'il y a eu des amis, des voisins. Et puis l'impression, après tous ses malheurs, que mon mari serait mort de toutes les façons..., que ce qui est le plus important reste l'avenir de mes enfants », murmure-t-elle. Dans un sourire timide, Mahoro avoue prendre goût à la vie, aime bavarder avec ses collègues, « vivre comme tout le monde! »

La CDJP de Muyinga au service de la paix

Edouard Madirisha

Le bureau exécutif de la Commission Diocésaine Justice et Paix (CDJP) Muyinga – à l’ouest de Burundi – est constitué d’un président, un consultant et trois conseillers. Selon l’Abbé Déo Hatungimana, responsable de la CDJP Muyinga, c’est une équipe efficace et organisée dont on peut compter sur l’efficacité.

Il parle en quelques mots de la commission : « c’est une contribution de l’Eglise catholique à la promotion de la justice et la paix dans le pays. La commission existe depuis la crise de 1994 comme commission pour la paix et la réconciliation. Ce n’est qu’en 1998 qu’elle est devenue la CDJP », souligne-t-il.

Selon l’abbé Hatungimana, les principales activités de la CDJP sont la gestion des conflits par l’écoute et la résolution pacifique, l’écoute et l’accompagnement judiciaires, le monitoring sur les violations des droits de l’homme et la participation dans tout ce qui est développement local. Le président de la CDJP ajoute qu’avec la période électorale, les commissions diocésaines sensibilisent sur les valeurs civiques et démocratiques et forment des observateurs électoraux pour le compte de l’Eglise.

Il souligne que presque tous leurs projets sont des formations d’éducation à la paix : « depuis sa mise en place en 1998, la CDJP a exercé deux missions principales : la sensibilisation aux valeurs de paix et cohésion sociale et l’aide à la résolution pacifique des conflits. » Même s’il juge les résultats insuffisants, l’Abbé Déo Hatungimana tient à ce que ce service continue pour qu’il soit stable et constitue une référence pour la contribution de l’Eglise à une paix durable.

Une équipe efficace

Innocent Nkeraguhiga est le secrétaire exécutif de la CDJP Muyinga, chargé de la coordination des programmes, de l'organisation jusqu'à l'exécution. « J'aime mon travail car il permet d'aider les gens à résoudre pacifiquement leurs conflits », souligne-t-il. Ces conflits sont surtout familiaux et fonciers et sont très liés les uns aux autres. Innocent Nkeraguhiga aimerait qu'il y ait notamment un système de monitoring pour suivre les cas résolus en médiation.

Aline Hakizimana est un nouveau membre de l'équipe. Assistante juridique, elle est chargée du suivi de l'évolution des projets en rapport avec la résolution des conflits : « en cas d'échec de médiation, ma tâche est aussi d'orienter les concernés aux instances judiciaires habilités en leur procurants autant de conseils nécessaires », précise-t-elle. Elle apprécie la mission de la CDJP qui est basée sur la famille et veut aider l'Eglise catholique dans cette noble mission d'œuvrer pour le respect des droits humains. Elle espère y arriver avec l'aide de l'équipe.

Nestor Manirambona est le comptable-logisticien de la commission. Autrefois chargé du monitoring, il recevait également les consultations et apprécie qu'elles aient été élargies à d'autres conflits autres que fonciers. Pour lui, si on améliore les conditions de consultations, les conflits devant les juridictions diminueront.

Pour le président de cette commission, l'abbé Déo Hatungimana, c'est une chance d'avoir des personnes compétentes pour consolider la mission de formation aux valeurs de paix et de justice. Il apprécie l'engagement flagrant de son équipe et compte profiter des capacités de chacun et chacune.

Karin Roth est allemande, consultante envoyée depuis novembre 2008 par l'AGEH dans la cadre du programme Service Civil pour la Paix, pour apporter un appui organisationnel à la CDJP de Muyinga : « je donne mon appui afin de renforcer le fonctionnement de la commission sur le plan méthodologique. J'appui également l'élaboration de nouvelles activités à base de l'analyse des activités déjà entreprises »,



L'équipe de CDJP Muyinga : gauche à droite : Innocent Nteraguhiga, Abbé Déo Hatungimana, Karin Roth, Nestor Manirambona und Aline Hakizimana

confie Karin Roth. Elle ajoute qu'elle aide surtout à l'encadrement des consultants dans toutes les paroisses qui suivent les personnes vivant les conflits de plusieurs sortes. Elle intervient également dans l'encadrement des facilitateurs et coordonne les activités avec les autres organismes. Mais ce n'est pas tout : « l'activité quotidienne inspire de temps en temps d'autres activités », souligne-t-elle. Karin Roth souligne qu'elle fait en sorte que leur travail soit adressé à toute la population du diocèse de Muyinga, en mettant le focus sur les vulnérables : « toujours mélanger les couches de la population pour ne pas en exclure quelques unes » est son leitmotiv.

Une action pour la population en général

La CDJP Muyinga compte diversifier son action dans l'avenir, notamment en ce qui concerne l'éducation à la communication non violente dans les écoles et pour toute la population. Elle compte également ini-

tier des actions culturelles et sportives pour la réconciliation. Elle prévoit aussi un système de suivi des violations des droits humains, et une synergie de tous les acteurs intervenant dans ses projets. L'abbé Déo Hatungimana souligne que le travail de promotion de paix et de développement est une action qui relève de la contribution sociale de l'Église pour la population en général. Les destinataires ne sont pas seulement catholiques et, au niveau des acteurs, il est normal que l'appartenance religieuse ne soit pas une barrière. Il admet cependant que pour une telle action qui engage l'Église, les chrétiens, comme acteurs, sont appelés à plus de responsabilité, sans empêcher qu'une personne de bonne volonté puisse très bien les assimiler.

Des bénévoles compétents...

La CDJP collabore avec les Commissions Paroissiales Justice et Paix, CPJP en sigle.

A titre illustratif, la Commission Paroissiale Justice et Paix de Rugari comprend 20 personnes dont quatre membres, deux femmes et deux hommes, sont des consultants dans la gestion des conflits. Il s'agit de Générose Kunzi, Bibiane Ryumeko, Jacques Ndaruzaniye et Sylvestre Midende. Ils ont tous bénéficié de formations de la CDJP en gestion pacifique de conflits et s'estiment satisfaits et fiers de leur mission. « Notre principale tâche est la conciliation et la médiation pour éviter le passage devant les tribunaux », souligne Générose Kunzi, en ajoutant qu'ils essaient de concilier les gens même après leur passage devant le tribunal.

Pour Jacques Ndaruzaniye, les cas les plus courants qu'ils traitent sont des problèmes de dilapidation de biens, des conflits fonciers, des cas d'adultère, ... : « on écoute les personnes en conflit chaque mercredi et on traite les cas ensemble », dit-il.

Bibiane Ryumeko pense que les personnes les préfèrent aux tribunaux grâce à la discrétion et au désintéressement dont ils font preuve :



Mediateurs du Justice et Paix dans la paroisse de Rugari

« ils viennent à nous parce qu'on ne demande rien. Ils nous connaissent et font confiance à notre discrétion, contrairement aux cas traités en public sur la colline », confie-t-elle. En effet, beaucoup de cas opposent des familles et celles- veulent souvent que leurs conflits restent en secret.

...mais démunis

Sylvestre Midende souligne que la bonne collaboration des membres de la CPJP de Rugari ne permet aucune discrimination sexiste dans leur tâche. Il souligne que même lorsqu'ils ne sont pas sollicités, ils ne peuvent passer devant un conflit sans essayer de le résoudre, et cela sans prendre en considération l'appartenance religieuse des gens en conflit.

Les membres de cette CPJP déclarent que c'est l'esprit d'amour qui les pousse à se donner pour autrui. Ils reconnaissent travailler en symbiose et la population leur fait confiance, ce qui ne plaît pas à tout le monde: « les dignitaires des collines sont contre nous car on les empêche d'avoir quelque chose en résolvant les cas qui leur étaient traditionnellement présentés moyennant un paiement », remarque Sylvestre

Midende. Qu'à cela ne tienne, ces consultants tiennent à continuer leur tâche, mais demandent que les conditions de travail soient améliorées : « nous manquons de moyens de déplacement et de communication, ainsi qu'un équipement pour ranger nos dossiers. Il nous faudrait aussi un encouragement car nous travaillons bénévolement et ce n'est pas toujours facile avec nos autres obligations », termine Générose Kunzi avec ce clin d'œil.

Des bénéficiaires satisfaits

Révérien Miburo et Jacqueline Misago est un jeune couple ayant bénéficié des conseils de la CPJP de Rugari : « après une mésentente, ma femme est partie chez elle alors qu'on devait faire baptiser deux de nos enfants. Je me suis tourné vers la CPJP pour qu'elle nous réconcilie », se souvient Révérien Miburo, qui reconnaît avoir été injuste avec sa



Jacqueline Misago et Révérien Miburo, un jeune couple ayant bénéficié la médiation par les médiateurs de la paroisse Rugari

femme. Les consultants les ont réconciliés et le ménage vit désormais en paix : « aujourd'hui je suis heureuse et ils ont été très discrets. Je les recommanderai à mes amies s'il le faut », renchérit Jacqueline.

Octave Niyonizeye est un jeune cultivateur ayant bénéficié de deux formations de la CDJP Muyinga. Une formation civique en élections et une autre en résolution pacifique des conflits : « j'ai appris à conseiller et concilier les membres des partis opposés et je l'applique dans mon entourage. Ces formations m'enrichissent et j'en voudrais d'autres, surtout dans le domaine de la paix et le développement », déclare-t-il.

La CPJP de Gasorgwe est fière de son travail

Jean Berchmans est le président de la CPJP de Gasorgwe qui comprend également quatre membres consultants mixtes. Il reconnaît également que la plupart des cas qu'ils traitent sont des problèmes familiaux, entre couples ou fonciers. Selon lui, les gens leur font confiance et ont souvent recours à leurs conseils plutôt qu'à aller devant les juridictions : « on reçoit les cas présentés par nos auxiliaires sur les collines tous les vendredis, et la commission les traite ensemble les mardis », informe-t-il. Il souligne que chaque consultant peut traiter un cas à domicile selon l'urgence, sans en référer aux autres. « Tout le monde accourt à nous et on les aide sans considérer leur religion, leur ethnie ou leur appartenance politique. Les gens sont satisfaits de nos prestations et cela fait notre bonheur », ajoute Lazare Mpfayokurera, un autre membre de la CPJP de Gasorgwe. Il souligne qu'ils ont associé les dignitaires et les conseillers collinaires pour une meilleure collaboration et une plus grande efficacité. Ce consultant pense également que les gens accourent à eux pour leur intégrité, leur discrétion et surtout parce qu'ils ne demandent rien.

Une formation active

La paroisse de Gasorgwe compte 14 succursales et la CPJP dispose d'un partenaire par succursale. Jérémie Baransherana est un des auxiliaires de la CPJP à Nyagatovu : « on recense les cas de conflits sur la colline, et si on ne parvient pas à les résoudre, on les transfère à la paroisse », déclare-t-il.

Quant à Séraphine Nitunga, elle est nouvelle dans la commission et a suivi des formations dans la médiation et la résolution pacifique des conflits. Chrétienne, elle déclare que sa vocation est d'aider les autres sans fermer les yeux sur les malheurs des autres : « je suis heureuse quand je réconcilie les gens et je remercie la CDJP de m'y aider par ses formations », dit-elle, en demandant que ces formations continuent et soient variées.

Pasteur Rivuzimana a également bénéficié de deux formations en valeurs civiques et démocratiques et en citoyenneté responsable : « on enseigne les valeurs humaines dans notre entourage, en essayant de départager les opposants politiques. J'apprécie ces formations et j'en demande plus », souligne-t-il.

Tous ces bénéficiaires sont cependant unanimes pour souligner la dureté de leurs conditions de travail et demandent une amélioration de leurs conditions, en soulignant qu'ils le combinent avec d'autres tâches socio-familiales.

Umuseke : « Aurore d'un autre jour »

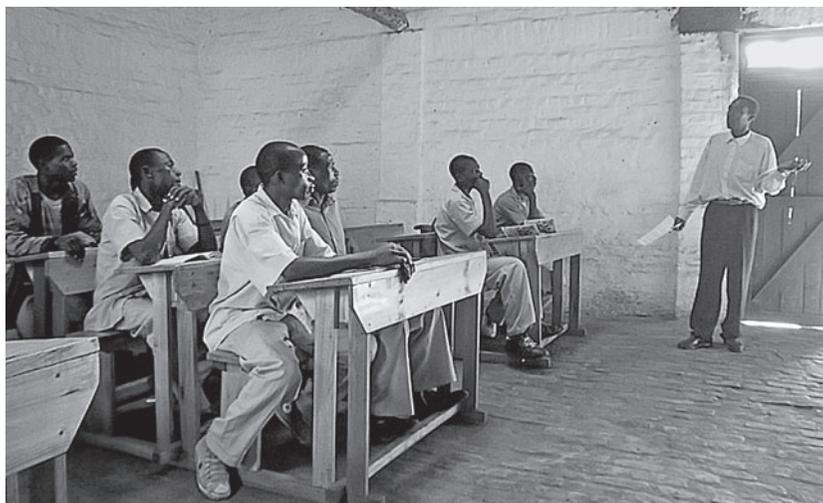
Filip Weidenbach et l'Association Umuseke, Kigali

Témoignages des jeunes et des parents sur le respect des droits et la paix dans la Région des Grands Lacs

Lushombo a 15 ans. Elle vit sur une petite île dans le lac Kivu, à l'extrême sud-ouest du Rwanda, proche de la frontière avec la République Démocratique du Congo (RDC). « Lushombo » est un nom en Amashi, un dialecte bantou, et signifie « celle qui n'est pas voulu », « celle qui est entourée par les gens qui la haïssent ». Lushombo a été engendrée quand sa mère a été violée pendant le Génocide de 1994. Sa mère voulait manifester le fait que l'existence de sa fille n'est pas voulue. Lushombo porte son nom comme un stigmate jusqu'à la fin de sa vie. Jusqu'à la fin de sa vie?

Jean Claude a 12 ans. Souvent il ne peut pas aller à l'école. Sa famille vit par ce qu'elle cultive elle-même, et quand c'est le temps de récolte il lui faut rester à la maison et aider son papa. C'est pourquoi Jean Claude n'est pas très bon à l'école, et c'est pourquoi il est ridiculisé par quelques camarades de classe. Jean Claude dit que cela ne le dérange pas, parce que « les autres sont bêtes de toute façon, ils sont gâtés ». En plus Jean Claude a trouvé lui-même des camarades qui sont plus faibles et plus exclus que lui-même : Damascène, qui est handicapé, Paulette qui est née toute blanche – elle est Albinos – Bertin dont les notes sont même plus faibles que ceux de Jean Claude. En se moquant d'eux Jean Claude peut oublier son humiliation.

Vestine, 38 ans, est enseignante à un centre de formation professionnelle à Bukavu, province Sud Kivu en RDC. Elle dit que, sur un



« Le sentier de la Paix » dans un centre de formation professionnelle pour des jeunes menuisiers.



« Le sentier des droits de l'enfant »: Des images servent comme base de discussion.

niveau inter personnel, les racines des conflits sont les mêmes dans la Région des Grands Lacs, en RDC comme au Rwanda et au Burundi. Ce sont entre autres : les rumeurs, les préjugés et les généralisations, les soupçons et les mécanismes du bouc émissaire, la discrimination et le manque de confiance en sa propre perception, qui conduit à l'hésitation dans la prise de décisions indépendantes.

Lushombo, Jean Claude et Vestine ont en commun qu'ils participent aux programmes d'éducation à la paix d'Umuseke. Dans le programme « Sentier des Droits de l'Enfant » des jeunes entre 10 et 20 apprennent leurs droits et aussi leurs responsabilités. Des jeunes comme Jean Claude se rendent compte qu'ils ont le droit à l'éducation, à la santé ou aux loisirs. Lushombo apprend qu'elle a le droit à un nom qui ne le discrimine pas, qui ne fait pas honte. Dans le programme « Vers la citoyenneté avec le Sentier de la Paix » ils apprennent les racines de conflits mentionnées ci-dessus et comment gérer leurs conflits d'une manière non-violente. « Un soutien essentiel pour que l'on puisse, ensemble, endiguer la violence et promouvoir la tolérance, l'esprit critique et l'analyse, pour que les enfants se libèrent des préjugés et fassent leurs propres choix pour devenir des citoyens responsables », conclut Jacqueline Uwimana, la coordinatrice de Umuseke. Umuseke veut que les plus jeunes apprennent ce message de paix. Car, comme le dit si bien le proverbe, *Igiti kigororwa kikiri gito* (on ne redresse l'arbre que quand il est jeune). Umuseke donne des formations des formateurs. Les multiplicateurs formés sont: des enseignants, des représentants des parents et des autorités, qui, à leur tour, diffusent le message dans des écoles, des centres de jeunes et des « clubs de Paix ». « Nous avons semé de petites graines », confie Jacqueline Uwimana. « Seul, je n'ose pas », se disent souvent les Rwandais. Alors, d'école en école, nous avons formé des enseignants pour qu'ils puissent animer le programme.» Aujourd'hui, Umuseke dresse un bilan prometteur 1026 enseignants formés au Rwanda, 117 en République Démocratique du Congo pour un total de 37 536 enfants. Le tout subventionné par des organismes internationaux tels que l'Union Européenne, le Comité Catholique Contre la Faim et pour le



Gerd Scheuerrpflug, l'ancien coordinateur du ded/SCP Rwanda et Filip Weidenbach, assistant technique, au sein de quelques collègues d'Umuseke.

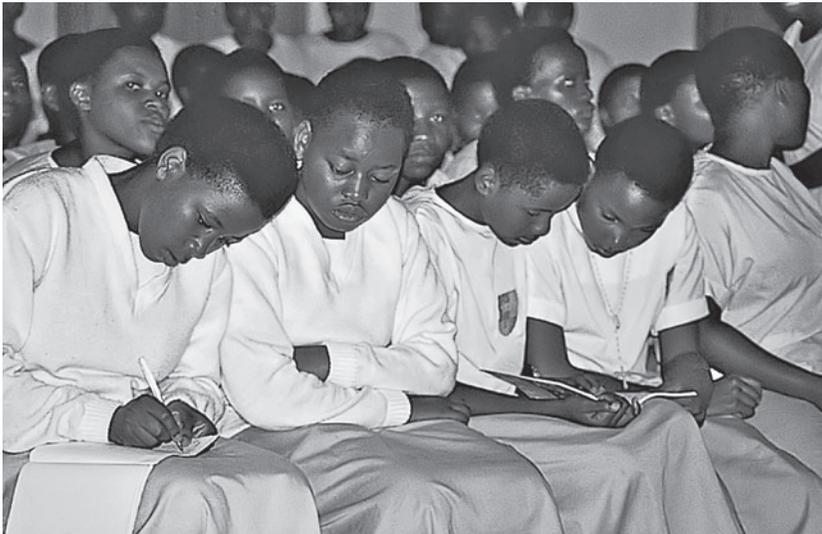
Développement (CCFD) sans oublier Par La Main et autres partenaires divers locaux et internationaux.

Un partenaire principal est le Service Allemand de Développement (DED). Dans le cadre du programme Service Civil pour la Paix (SCP) il ne contribue pas seulement financièrement mais aussi techniquement avec l'appui d'un assistant technique. Basé à Cyangugu, proche des frontières avec la RDC et le Burundi, Filip Weidenbach soutient surtout les activités transfrontalières d'Umuseke. Des participants congolais et burundais sont intégrés dans les programmes pédagogiques. Actuellement un réseau d'associations rwandaises, burundaises et congolaises œuvrant dans les domaines de la promotion de la paix, l'éducation des droits de la personne et la gestion des conflits est en train d'être créé: Le « Réseau des Acteurs de Paix dans la Région des Grands Lacs, RAP/RGL ».

Pourquoi est-ce que Umuseke fait beaucoup d'efforts sur la collaboration régionale? Parce qu'on croit que l'avis de Vestine est juste : Que

les racines des conflits dans la Région des Grands Lacs sont proches. Mais qu'ils demandent quand-même une variété des réponses. C'est seulement en se rendant compte de la complexité des conflits (et de la paix) qu'on va créer une cohabitation pacifique durable. Pour cela les acteurs de paix devraient se réunir.

Les témoignages s'inscrivent dans la durée, dans un réseau qui n'existe que s'il s'appuie sur de la réalité, tout comme la cohabitation pacifique ne peut exister sans un lieu où elle s'exerce. Les témoignages, les programmes, les rencontres, les études, les formations, l'élaboration de nouveaux outils etc., ne peuvent être efficaces que s'ils sont réunis dans un lieu de partage que nous appellerons une Maison de la Paix. Ne continuons pas à seulement parler de témoignages, construisons cette Maison de la Paix.



« Les jeunes pacifiques »: Des jeunes ambassadrices du message de la paix à une école catholique à Nyamasheke.

VJN : Les Jeunes contribuent à la Paix transfrontalière

Nina Harder et Dsubimana Emmanuel

Depuis 2002 l'organisation « Vision Jeunesse Nouvelle » (VJN) est basée dans la ville de Gisenyi et s'engage dans le district de Rubavu au nord-ouest du Rwanda et à travers la frontière congolaise en collaboration avec ses partenaires de Goma/RDC. Egalement Maison des Jeunes et Centre de Formation, elle soutient la jeunesse sur place avec ses activités diverses. Depuis le début, l'ONG se concentre sur la promotion des valeurs positives, comme le pardon, la réconciliation, la convivialité et le civisme et participe à la promotion de la santé, surtout la lutte contre le fléau IST et le SIDA. Particulièrement, l'organisation se met au service de la jeunesse non scolarisée, spécialement les enfants et les jeunes les plus démunis, indigents et parfois marginalisés, sans négliger la jeunesse scolarisée. L'organisation renforce les jeunes à participer à la reconstruction de leur pays et les sensibilise de respecter et défendre les droits humains.

Le Frère Gabriel Lauzon, membre fondateur de la VJN et basé au Rwanda depuis plus de trente huit ans, formule avec pertinence la philosophie de son organisation : « Nous sommes convaincus que procéder en tissant des liens de convivialité en surpassant les simples préjugés et suspicions pour une compréhension mutuelle, une tolérance et l'acceptation de nos différences redorera les blasons ternis pour la restauration effective de la confiance. A ce propos tous cherchent leur survie, tous veulent croître en harmonie avec l'entourage qu'il soit humain ou environnemental, c'est-à-dire de se développer comme individu étant jeune ou adulte, de pouvoir communiquer. Donc, un dialogue permanent entre ces jeunes est nécessaire; ainsi que la réalisation des activités conjointes. »

La coopération entre la VJN et le Service Civil de Paix (SCP) du Service Allemand de Développement (DED) a commencé en 2006. Avec l'appui du SCP on poursuit la promotion de la Paix avec l'insertion des instruments pédagogiques de gestion de conflits ainsi qu'avec des activités sportives et culturelles destinées aux jeunes vivant essentiellement en milieu rural et transfrontalier. Emmanuel Dusabimana, le coordinateur du programme, est ravi de la contribution du SCP : « Notre collaboration soutient à réaliser nos rêves d'harmonie, à mettre nos préoccupations en action en permettant de mettre sur pied des activités de loisirs, de convivialité et d'éducation ».



*Cineduc au centre
d'alphabétisation
Kinyanzovu a
Musanze district*



*PeaceWeek 2010
Dessin d'un participant*

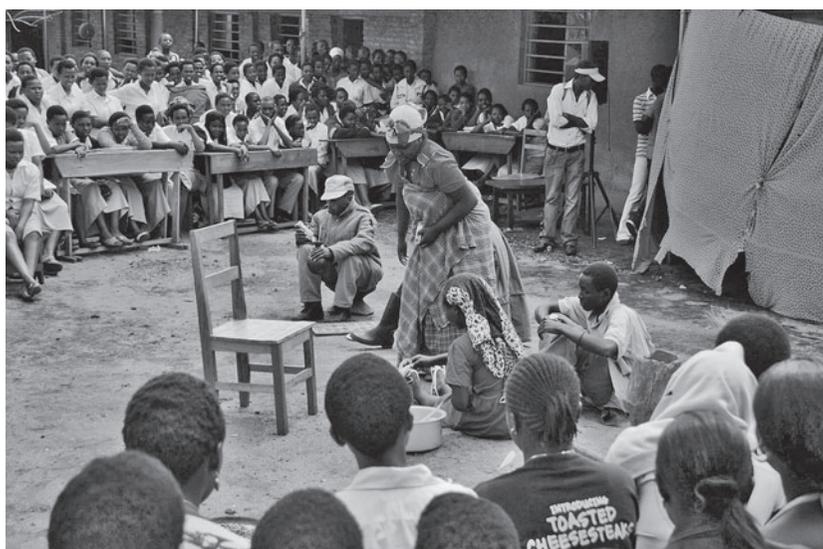
Depuis le début de l'engagement de l'assistante technique, Nina Harder (29 ans, sociologue) depuis le printemps 2009, une série de formations en matière de résolution et transformation de conflits, comme médiation, communication non-violente, lutte contre la violence basée sur le genre et la promotion des droits de l'enfant ont été réalisées. Parmi les participants, il y avait un groupe focal pour toutes les formations pour garantir que les connaissances apprises et compétences acquises se développent dynamiquement. « Avec l'appui de ce groupe, l'organisation maintenant se concentre sur une gamme d'activités que lui permet de chercher un forum pour leurs activités spécifiques et en même temps de renforcer une approche vaste », explique Nina Harder qui conseille et assure le suivi technique des projets.

L'organisation a inclus leurs alphabétiseurs dans les formations données, qui actuellement ont commencé l'insertion de deux instruments pédagogiques dans leurs programmes habituels, le « Sentier de la paix » créé par l'organisation Umuseke et « La Résolution non-violente de conflits » de l'ONG Tuvuge Twiyubaka. En se référant aux méthodes de ces deux organisations partenaires, que les formateurs parcouraient lors des formations, ils procèdent de manière à tisser des liens de convivialité en surpassant les simples préjugés et suspicions pour une compréhension mutuelle, une tolérance et l'acceptation de nos différences.

Pendant des jours du suivi, l'alphabétiseur NGENDAHIMANA Evariste du centre d'alphabétisation de KINYANZOVU explique comment il a directement profité des formations de VJN: « Je rencontrais un conflit de la gestion des biens de la maison entre un couple ou l'homme vendait les biens communs comme les moutons et les chèvres. Il a fallu que la dame parle avec une voix élevée pour manifester son mécontentement. Ce mari a frappé sa femme jusqu'à ce qu'elle soit chassée de sa maison. Comme elle apprenait en alphabétisation les matières fondamentales de la citoyenneté avec « Le sentier de la Paix », elle m'a invité pour trouver une solution aux conflits. J'ai d'abord parlé avec l'homme au sujet du manque de la paix dans sa famille et même voir que c'est lui qui a causé des problèmes à la maison. Après avoir parlé avec la femme,



Respect sans frontières : Marche pour la Paix à l'occasion de World Peace Day 2010



Forum théâtre à l'école secondaire à Gisenyi

j'ai consulté la famille qui m'a encouragé de donner des conseils constructifs à ce couple. Le mari a accepté sa dame et lorsque les voisins ont entendu parler de cette action, ils m'ont félicité en admirant ce programme.»

En outre, VJN a sélectionné l'instrument de CINEDUC, cinéma éducatif, développé par l'organisation partenaire de même nom. Avec le CINEDUC, elle cherche à consolider leurs projets éducatifs aux centres d'alphabétisation et également au centre culturel pour les enfants de la rue.

Surtout l'engagement de VJN de prendre pied sur le domaine des médias et de journalisme a déterminé la décision de soutenir le projet Radio théâtre pour la paix, un de leurs projets le plus distingué. La radio est l'intermédiaire le plus populaire et beaucoup de monde en a accès. Il n'y a aucun intermédiaire qui atteint tant de gens que la radio, spécialement dans des régions de la campagne. Avec l'appui du SCP, les responsables ont créé un projet pour le renforcement de civisme, qui donne une voix aux jeunes. Le programme passe en Kinyarwanda pour atteindre des gens qui parlent ni français ni anglais. L'équipe des jeunes qui a développé un programme pilote de cinq séries souhaiterait établir un projet de base dans leur volet de la Paix.

Dans tous leurs projets, VJN travaille selon le credo que l'apport des jeunes eux-mêmes qui exercent une action sur leurs semblables – ce qu'on appelle communément l'action des « pairs éducateurs » – est finalement souvent celle qui est la plus efficace et la plus durable. Il n'est pas étonnant, que le programme a été écrit par deux jeunes membres de la Vision Jeunesse, les « Vijistes » Jean Claude TWAHIRWA (24) et Philémon NSANZUBUHORO (31) et était joué par 16 acteurs et actrices de 8 ans à 25 ans.

Le jeune auteur Jean Claude résume la mission de VJN dans des mots poétiques « Yeux dirigés vers de nouveaux horizons, on ne travaille pas seulement à panser les plaies et séquelles laissées par des calamités, mais aussi et surtout à éradiquer une fois pour toutes les causes de ces conflits, pour que « plus jamais » ne soit pas un discours vain. »

Contacts des partenaires SCP dans la Région des Grands Lacs

AGEH



Coordination Programme Service Civil pour la Paix Région des Grands Lacs

christian.kuijstermans@ageh.de – <http://www.ageh.de>

Partenaires – Burundi

Commission Épiscopale Justice et Paix Burundi – Bujumbura, *cejpbdi@yahoo.fr*

Commission Diocésaine Justice et Paix Diocèse de Muyinga – Muyinga,

cdjp.muyinga@yahoo.fr

Commission Diocésaine Justice et Paix Archidiocèse de Bujumbura – Bujumbura,

cdjpbuja@yahoo.fr

Partenaires – République Démocratique du Congo

Association Africaine de Défense des Droits de l'Homme (ASADHO) – Kinshasa,

asadhokin@yahoo.fr

Centre d'Appui National d'Appui au Développement et à la Participation Populaire

(CENADEP) – Kinshasa, *cenadep@yahoo.fr* – <http://www.cenadep.net>

Centre d'Appui National pour l'Appui à la Développement et la Participation

Populaire (CENADEP) Antenne de Kivu – Bukavu, *cenadepkivu@yahoo.fr* –

<http://www.cenadep.net>

Commission Episcopale Justice et Paix RD Congo – Kinshasa,

commission_justice_paix_aceac@yahoo.fr – <http://www.cejp-rdc.org>

Commission Diocésaine Justice et Paix Archidiocèse de Bukavu – Bukavu,

cdjpbukavu@yahoo.fr

Commission Diocésaine Justice et Paix Diocèse d'Uvira – Uvira,

cdjpuvirabwj@yahoo.fr

Partenaires – Rwanda

Commission Diocésaine Justice et Paix Diocèse de Nyundo – Nyundo,
cdjp_nyundo@yahoo.fr

Commission Diocésaine Justice et Paix Diocèse de Cyangugu – Cyangugu,
cdjpcyangugu@yahoo.fr

Partenaires – Tanzanie

Justice and Peace Department Rulenge-Ngara Diocese – Biharamulo

Justice and Peace Commission Kigoma Diocese – Kigoma, *dokjpc@gmail.com*

DED



Coordination Programme Service Civil pour la Paix Burundi – Andreas Wagner,
andreas.wagner@ded.de

Partenaires au Burundi :

MSNDPHG Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne
Humaine et du Genre

Mairie de Bujumbura

UNICEF-Burundi – United Nations Children’s Fund-Burundi

Coordination Programme Service Civil pour la Paix Rwanda – Thomas Roesser,
thomas.roesser@ded.de

Partenaires au Rwanda

FJK – Forum des Jeunes Giramahoro, http://kimisagarayouthcenter.org/a/index.php?option=com_content&view=article&id=7&Itemid=8

VJN – Vision Jeunesse Nouvelle

IBUKA – *info@ibuka.org*, <http://www.ibuka.net/index.html>

Never Again Rwanda – <http://www.neveragainrwanda.org/>

AVEGA – *avega@rwanda1.com*, <http://www.avega.org.rw/English.html>

Umseke a.s.b.l. – Kigali, *umsekerw@gmail.com*

EED

Partenaires SCP / EED en RDC :

CCEF (Centre Congolais de l'Enfant et de la Famille)

Kinshasa-Gombe, RD Congo, *masiala1@yahoo.fr*

CEFOMAD (Centre de Formation en Management et Développement

Organisationnel) Gombe – Kinshasa, RD Congo, *ceformad@ic.cd,*

www.ceformad.org

CRAFOD (Centre Régional d'Appui et de Formation pour le Développement)

Kimpese / Bas-Congo, RD Congo, *crafod@crafod.org, www.crafod.org*

HEAL Africa, Nord Kivu, Goma, RD Congo

healafrica.lyn@gmail.com, www.healafrica.org

RIO (Réseau d'Innovation Organisationnelle)

riobukavu@yahoo.fr, riobukavu@hotmail.com, www.riobukavu.org

SADRI (Service d'Appui au Développement Régional Intégré)

Lubumbashi, RD Congo, *eccsadri@yahoo.fr*

ULPGL, Université Libre des Pays des Grands Lacs, Goma, RDC

http://www.ulpgl.net

Noyau de coordination

Flaubert Djateng: *fdjateng9@gmail.com*

Christiane Kayser: *christiane.kayser@gmail.com*

Marie José Mavinga: *jmavinga@gmail.com*



EIRENE

partenaires locaux / ONG :

CHIRO – Responsable légal : Emmanuel Niyongabo, *chiro.burundi@yahoo.fr*,
chirobdi@yahoo.fr

Floresta – Représentant légal : Lazare Sebitereko, *florestaburundi@yahoo.com*,
www.floresta.org

Umuryango – *assomuryango2000@yahoo.fr*

APRDD – Représentant légal Ferdinand Niyongabo, *ferdniyo@yahoo.fr*

Nduwamahoro – Barthélémy Ntakarutimana (président/représ. Légal),
ntabarth@yahoo.fr

CEAVI – *ceavi2006@yahoo.fr*

CCAP – *ccapamani@yahoo.fr*

PAD – Représentant légal René Rubambura, *reneruba2002@yahoo.fr*

Radio Maendeleo – Représentant légal Kizito Mushizi, *maendeleor@yahoo.fr*

Radio RPA – Représentant légal Eric Manirakiza, *erichel01@yahoo.fr*

Radio Izuba – Représentant légal Eric Kayihura, *erickayihura@yahoo.fr*



WFD

Contacts du MI-PAREC

Siège social : Avenue Stade Gitéga, B.P. 980 Bujumbura, Burundi
www.miparec.org, E-mail: *info@miparec.org*, Tél. : +257 22 40 38 37,
Fax : +257 22 40 32 08

Bureau de liaison à Bujumbura : Avenue Mwe Zi-Gisabo Nr. 22, Route Rumonge,
Kinindo, Tél. : +257 79 947 032 (Coordinateur), Tél. : +257 79 999 464
(Conseiller technique)

Représentant Légal : Mr. Dieudonné Kibinakanwa, Tél. : +257 79 931 947,
E-mail: *kibinakanwad@yahoo.fr*, *kibinakanwa@miparec.org*

Le Service Civil pour la Paix en RD Congo

Papier stratégique agréé par le Ministère
de la Coopération Economique Allemand (BMZ)

Extraits

Introduction

...« La vision du SCP est celle d'une < paix positive > qui est étroitement liée au concept de justice et implique l'absence de violence, mais également la création et le renforcement de structures participatives pour prévenir des conflits violents sur la durée. L'objectif du SCP est d'influencer la forme et les dynamiques de la gestion non-violente des conflits afin d'éviter, d'arrêter ou de réduire la violence. » (Consortium SCP, standards, Bonn mars 2005). Le SCP opère dans les trois phases des conflits pour prévenir les conflits, les transformer ou gérer leurs suites. On ne peut pas toujours distinguer ces trois phases entre elles.

1. Eléments de base par rapport à la situation en RDC

En RDC les quinze dernières années ont été marquées par la violence, les conflits armés et la non-existence de l'Etat. Les élections présidentielles, parlementaires et régionales en 2006, la mise en place d'un gouvernement et d'un parlement élus au niveau national ainsi que dans les provinces en 2007 ont suscité un espoir immense dans les populations qui espèrent un avenir paisible et stable. Mais les causes profondes des dernières guerres, de l'insécurité généralisée et de la culture de violence persistent, notamment le pillage des ressources naturelles et la paupérisation des populations, l'absence d'un appareil d'Etat fonctionnel à tous les niveaux, les conflits identitaires et la logique d'exclusion de l'autre sur base de manipulations politiques, l'existence continue de groupes armés de tous genres. Ces causes n'ont pas pu être éliminées par un processus électoral organisé et financé par la Communauté Internationale. C'est pourquoi même à l'heure actuelle (mai 2007) le danger de conflits violents persiste. Néanmoins il est possible et plus nécessaire que jamais de continuer à soutenir le travail de paix et de développement comme cela a été fait depuis le début des guerres.

Afin de faire avancer la paix en RDC et dans la Région des Grands Lacs il s'agit de **renforcer de façon durable les forces et organismes civils** étatiques et non étatiques **aux niveaux local, régional et national**. Cela est un **travail de longue haleine qui doit être enraciné au niveau local**. C'est une condition nécessaire pour mettre en pratique des initiatives de gestion non-violente des conflits et pour saisir les opportunités pour une paix durable.

En RDC il est particulièrement important **d'analyser de façon continue les différents acteurs et facteurs dans et autour des conflits**, afin de pouvoir – au vu des fluctuations fréquentes d'alliances et de rapports de forces – prendre des décisions stratégiques ensemble avec les partenaires locaux.

Il s'agit de prendre en compte les aspects **politiques**, mais aussi **économiques et culturels** :

■ En ce qui concerne **la bonne gouvernance**, cela doit se faire d'en haut mais en même temps d'en bas, c'est-à-dire aux niveaux national et local. Dans un pays si immense et diversifié que la RDC avec une longue histoire de colonisation, dictature, guerres et guerres civiles, il est essentiel de renforcer et de mettre en réseau les initiatives de gouvernance locales. Cela ne s'applique pas seulement aux institutions étatiques mais est également vrai pour le renforcement d'initiatives non-étatiques. A côté des structures formelles « modernes », il s'agit de valoriser et de renforcer les initiatives « traditionnelles » et informelles de gestion et d'organisation de la vie quotidienne communautaire qui ont permis la survie des populations en temps de guerre.

La construction d'un Etat de droit, le fonctionnement et l'autonomie du système judiciaire; la vulgarisation et l'application des lois; le dialogue entre l'Etat et les citoyens; le paiement régulier des fonctionnaires; la sécurité de tous les citoyens et l'existence des services de base (santé, éducation, etc) doivent se mettre en place d'en haut et d'en bas.

■ Pour **la culture de paix et de citoyenneté**, les églises et la société civile devraient jouer leur rôle et constituer un **contre-pouvoir constructif**. Elles devraient faciliter l'émergence des valeurs communes et permettre que les intérêts des communautés soient négociés dans un cadre équitable et stable.

■ **L'exploitation des ressources minières et autres** est un facteur central pour l'avancement de la guerre ou de la paix. Depuis l'époque coloniale ces ressources sont contrôlées de façon opaque par des trafiquants et seigneurs de guerre congolais ensemble avec une diversité d'individus et de cartels étrangers. Cela n'a foncièrement pas changé, même si un nouveau code minier est devenu loi et un gouvernement élu est au pouvoir. Le défi reste entier : comment ces ressources peuvent-elles être utilisées pour le bien-être des populations et pour la mise en place d'un Etat de droit et d'une administration efficace ? S'y ajoutent la protection et la valorisation de l'environnement naturel. Dans cette affaire, la responsabilité est partagée entre le gouvernement congolais, la Communauté Internationale, les entreprises privées et la société civile congolaise. Tous ces acteurs se doivent de faire des efforts pour casser le moule de l'économie de violence et de changer un pays riche avec des populations pauvres en un pays avec des populations aisées qui se relève et se prend en charge.

Les populations congolaises ont prouvé depuis longtemps leur inventivité et leurs capacités de survie dans des situations impossibles. Mais le talon d'Achille consiste dans la diversité culturelle et ethnique, qui est utilisée encore et encore par divers politiciens avides de pouvoir pour diviser les populations et les affaiblir. Ces fragmentations se sont

depuis enracinées non seulement à l'est du pays mais également dans d'autres régions dont le Katanga, le Kasai et le Bas Congo. Dès qu'un groupe ou une personne critique un politicien ou un entrepreneur on ramène le tout à l'origine ethnique des concernés et à la géopolitique. Tout est lu à travers les lunettes « **ethnacistes** » : les autochtones contre les « non-originares », le nord contre le sud, l'est contre l'ouest, les Congolais contre les soi-disant « étrangers », etc. et vice versa. Cette dérive existe depuis longtemps, mais s'est aggravée ces dernières années. Dans une situation de paupérisation croissante de la plupart des gens elle est un obstacle sérieux à une paix durable qui persiste même après le succès des élections. Il est donc particulièrement important de soutenir et renforcer les réseaux des forces civiles qui se voient comme un contre-pouvoir constructif et luttent également contre les tendances de fragmentation dans la société.

Les problèmes du Congo, ainsi que les pistes de solution ne se situent pas seulement au niveau national, mais également au niveau sous-régional. C'est pourquoi le travail pour la paix doit être transfrontalier et doit prendre en compte et influencer de façon positive les liens régionaux. Cela signifie également que les différents acteurs de la coopération allemande dans la sous-région doivent développer des principes communs d'approche et d'action au lieu de reproduire – comme hélas trop souvent dans le passé – les conflits des Grands Lacs dans des débats germano-allemands (par exemple par rapport à l'analyse du rôle du Rwanda). Cela les a empêchés de faciliter chez leurs divers partenaires locaux une coopération plus fructueuse.

L'ouverture de la RDC vers l'extérieur et le renforcement de la coopération professionnelle au niveau de la sous-région peut être une base essentielle pour une paix durable et peut contribuer au développement et à la **stabilisation d'une identité propre** qui valorise les diversités dans l'unité.

2. Vision des partenaires congolais du SCP

Les organisations partenaires congolaises du SCP travaillent depuis de longues années et décennies dans les domaines des services de base sociaux, de l'urgence, de la promotion de la paix et de la transformation des conflits. En mars 2007 lors d'un atelier sur le SCP, ils ont formulé la vision suivante pour leur pays :

- *Une culture de paix et de citoyenneté est émergente et met fin à la culture de l'impunité et de la violence.*
- *Le renforcement des institutions facilite la construction d'un Etat de droit.*
- *Les ressources du pays ne sont plus pillées, mais servent du moins partiellement à l'amélioration de la situation des populations.*
- *La RDC développe une identité partagée par tous les citoyens et trouve sa place dans la sous-région et dans le monde.*

La réalisation de cette vision passe par la participation de tous avec une prise en compte des activités transversales comme *le genre, les droits de la personne et l'éducation.*

3. Qu'est-ce que les professionnels du SCP peuvent apporter dans ce contexte ?

Les professionnel(le)s qui sont déjà sur place et les postes qui sont à remplir contribuent aujourd'hui et dans les années à venir dans les domaines suivants : (pour les détails voir les standards SCP et les demandes au Ministère de la Coopération Economique (BMZ)) :

- Développement de structures de dialogue et de rapprochement traversant les lignes de conflits d'origine ethnique
- Renforcement de structures d'information et de communication par rapport aux causes et aux effets de conflits violents (par exemple autour des questions des ressources naturelles et de l'économie de guerre), renforcement du lobbying de la société civile par rapport à ces questions.
- Réintégration et réhabilitation de groupes souffrant de façon particulière de la violence; (par exemple appui psycho-social aux groupes traumatisés, formation professionnelle de jeunes victimes et d'enfants-soldats)
- Counselling et formation pour la gestion civile des conflits, pédagogie de la paix.
- Renforcement de la mise en œuvre des lois au niveau local (par exemple : travail pour les droits de la personne, renforcement d'institutions locales)
- Le renforcement des structures au niveau politique et sociétal (d'institutions étatiques et non-étatiques) est particulièrement important en RDC afin de créer de la stabilité, de l'efficacité et de la durabilité.

Les circonstances spécifiques liées à l'instabilité de la situation et aux conflits violents dans différentes régions requièrent une grande flexibilité dans le programme SCP :

- A côté des professionnels longue durée il est nécessaire de permettre également des accompagnements à court terme, par exemple à la fin d'un contrat d'un professionnel long terme, afin de stabiliser et de consolider son travail ou afin d'accompagner des partenaires de façon répétée sur une plus longue durée. Cela permettra de prendre en compte es situations sécuritaires et néanmoins de garantir une continuité.
- Il est utile de coordonner les professionnels SCP sur place (longue et courte durée), afin de garantir une meilleure communication avec l'Allemagne, afin d'analyser la situation sécuritaire, afin de coordonner la renforcement des compétences (également pour les collègues des organisations partenaires), l'échange d'expériences et l'accompagnement sous stress.
- Si les professionnels travaillent autour de noyaux thématiques il est possible de les faire intervenir à un autre endroit en cas d'insécurité trop grande. Les noyaux thématiques permettent en plus un meilleur échange professionnel.
- Les organismes allemands porteurs du SCP ensemble avec leurs partenaires sur le terrain sont responsables pour la sécurité des professionnels. Un élément central est leur intégration sociale et culturelle dans les communautés et organismes sur place. (...)

Bonn, mai 2007

Introduction

R. D. Congo

Le CRAFTOD : apprentissage d'une
ONG congolaise à l'approche
conflit et promotion de la paix

*Willy Bongolo, Pierre Fichter et
Angèle Mazimi*

Encadré : Le Service

*Civil pour la Paix, l'approche
d'accompagnement de EED*

Flaubert Djateng

Rencontre avec les groupes armés
actifs dans le territoire de Fizi

François Mionda Lucelu

Maman Muliri et le violeur
de Lubutu

*Lyn Lusi, Desirée Zwanck-Lwambo
et Christiane Kayser*

Le dynamisme des femmes
congolaises

Edouard Madirisha

Burundi

Le Mi-Parec et les cornes des vaches

*Frank Wiegand, Théogène Habyarimana
et Jérôme Njabou*

Chiro et la caravane de la paix

Katharina Werlen

Le projet « Appui à la
réintégration et réhabilitation par
l'assistance psychosociale »

Roland Rugero

La CDJP de Muyinga au service
de la paix

Edouard Madirisha

Rwanda

Umuseke : « Aurore d'un autre jour »

*Filip Weidenbach
et l'Association Umuseke, Kigali*

VJN : Les Jeunes contribuent
à la Paix transfrontalière

*Nina Harder et
Dsubimana Emmanuel*

zfd Ziviler Friedensdienst
Service civil pour la paix

AGEH
mitmenschen.

ded
Deutscher
Entwicklungsdienst

eed
Evangelischer
Entwicklungsdienst

EIRENE

wfd. 50 Jahre